



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-02-16/ 2022-02-28]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

**Mercredi 16 février.**

**Procès Chebeya et Bazana : la Haute Cour militaire entame le dernier virage des débats ce mercredi.** Tout au long de ces débats qui se clôturent, plusieurs personnes ont défilé devant la barre sous divers statuts. Sur les 9 personnes à la barre, 3 sont des prévenus et 6 autres des renseignants. Le major Paul Mwilambwe est prévenu d'association de malfaiteurs, terrorisme et désertion simple. Jacques Mugabo est prévenu de mêmes infractions, en y ajoutant l'enlèvement transformé en assassinat. Christian Ngoy Kenga Kenga, donneur des ordres et chef bataillon Simba de la police, a comme préventions l'assassinat, la désertion simple et la détention d'armes et munitions de guerre. Il a refusé de comparaître après ses premières dépositions. Jeancy Mulanga, Doudou Ilunga, Eric Kibumbe, le colonel Daniel Mukalayi, le général Zelwa Djadjidja et son subalterne Katebere sont tous des renseignants. **Procès Chebeya et Bazana : les parties civiles insistent sur la comparution de de Joseph Kabila et John Numbi.** Les plaidoiries au procès ont débuté ce mercredi 16 février à Kinshasa. Ces plaidoiries vont se poursuivre le mercredi prochain. Les parties civiles resserrent à nouveau l'étau autour de Joseph Kabila et John Numbi, qualifiés « d'auteurs intellectuels et matériels du double crime » et appelés à donner leur vérité du film de cet assassinat, à la lumière des aveux de Paul Mwilambwe et Daniel Mukalayi.

**Nord-Kivu : le retard du lancement du programme DDRC-S occasionne l'activisme des groupes armés.** Il s'agit notamment de l'Alliance des forces des résistants congolais (AFRC), de deux factions de NDC/Rénové, aile Bwira et Guidon et du groupe de Kabidon, FPP/AP. Tous ces groupes avaient déjà été sensibilisés à la « reddition volontaire », et avaient déjà sorti nombreux de leurs combattants de la forêt. Mais, nombreux de ces combattants ont pu regagner la forêt à cause de mauvaises conditions dans les centres de cantonnement aménagés par le gouvernement. Une fois rentrés dans leurs anciens fiefs, ces combattants reprennent leurs anciennes activités.

**Beni : un député national dénonce les péages illégaux.** Cet élu de Beni, indique que la prolifération d'un péage clandestin sur les axes routiers Beni-Kasindi, Beni-Mangina et Beni-Komanda accentue la souffrance de la population. Il interpelle les autorités militaires à prendre en considération les plaintes de la population.

**Beni : des activistes proposent une ceinture de sécurité à Watalinga.** Trois jours après l'attaque des ADF dans le village Bhundimangalo qui a fait sept morts, et l'incendie de dix maisons d'habitation, les activistes des droits de l'homme dans la région réclament une « ceinture de sécurité » autour du groupement Banyangala où les ADF restent encore actifs. Ces rebelles ont pris la poudre d'escampette abandonnant certains biens pillés dans le village.

**Tanganyika : des bandits armés cambriolent une agence de transfert d'argent à Kongolo.** Ils ont volé 20 millions FC, 1000 USD et beaucoup de biens matériels emportés de l'agence de transfert d'argent, la Colombe ainsi qu'au dépôt des marchandises des Etablissements John, la nuit de lundi à mardi 15 février. Ces hommes armés ont procédé à des tirs nourris durant leur forfait. Ce cambriolage a causé une psychose au sein de la population. Les activités économiques sont restées paralysées toute la journée du 15 février à Kongolo.

**Sud-Kivu : 15 ans de prison pour un homme qui a battu à mort son épouse.** La victime, Charline Kitoko, une femme journaliste à Kamituga avait succombé, le 5 janvier dernier, après avoir été battu par son mari. « Ce verdict va servir des leçons, à ces hommes, maris ou époux, concubins qui considèrent la femme comme un objet, qui pensent que la vie d'une femme c'est comme la vie d'un insecte ».

**Beni : l'ONG Feconde sollicite l'implication de la femme dans la recherche de la paix et la sécurité.** « C'est la femme qui met au monde ces militaires, qui met au monde les récalcitrants, les bandits et qui peut aussi cacher les bandits. Si vous collaborer avec elle, vous la considérer comme une partenaire dans la sécurité, cette femme peut vous fournir des informations fiables qui aideront peut-être nos forces de sécurité dans leur travail. Pourquoi impliquer la femme dans la recherche de la paix ? C'est parce qu'elle est aussi victime de toutes les atrocités... »

**Maniema : l'épidémie de Monkey Pox s'étend à 3 autres zones de santé.** Il s'agit des zones de santé de Kibombo avec 4 cas notifiés, Kindu avec 7 cas et Obokote 6 cas. Rappelant que Monkey Pox est une maladie contagieuse, le ministre provincial de la santé a invité la population à pratiquer l'hygiène d'une manière générale et appelle le personnel soignant à se munir d'équipements de protection individuelle à chaque contact avec les malades.

**Persistance des massacres en Ituri : la société civile demande le départ du gouverneur.** Dans un mémorandum cette structure citoyenne estime que, l'actuelle équipe a, « failli à sa mission », celle d'arrêter les crimes et violations massives des droits de l'Homme perpétrés par des groupes armés dans cette province. Malgré l'état de siège proclamé le 6 mai 2021 et la nomination d'un gouverneur militaire, la situation sécuritaire est loin de s'améliorer. Le porte-parole de l'armée en Ituri parle quant à lui, d'un d'acharnement à l'endroit du gouverneur Johnny Luboya. Un avis que ne partagent pas cependant de nombreux habitants qui pensent que, la patience a atteint ses limites. Cependant, certains observateurs doutent de l'opportunité de formuler une telle demande, au moment où les efforts devraient être unis pour accompagner les autorités militaires à neutraliser ces hors la loi.

**Vaccination COVID-19 au Kasai-Oriental : pas des cartes de vaccination ni des fiches dans les sites.** Le gouvernement congolais a supprimé, depuis le 14 février, l'obligation du test COVID avant de voyager, pour les personnes vaccinées. Celles du Kasai-Oriental, s'inquiètent de savoir comment pourront-elles prouver leur vaccination puisqu'aucune carte ne leur a été remise. Face à cette inquiétude, le chef de la division provinciale de la santé, se veut une fois de plus optimiste. Il explique que le nombre des cartes et des fiches envoyées par Kinshasa était insuffisant. Il espère que ses services pourront rattraper la situation.

**Ituri : les activités socio-économiques paralysées à Mongwalu à la suite des manifestations de colère des habitants.** Ils s'insurgent contre l'attaque de la milice Codeco, le 15 février, au village dénommé la scierie Albekoze, qui a fait dix-huit victimes. Le bourgmestre de cette commune a indiqué qu'un groupe d'habitants, en colère, a mis le feu à une habitation et un homme y est mort calciné. Les écoles, maisons de commerce et marchés sont fermés. Les forces de l'ordre sont déployées dans cette cité minière pour contenir ces manifestations de colère.

**Kindu : lancement du processus de restauration des paysages forestiers.** Ceci rentre dans le cadre de la mise en œuvre du programme de maintien de la biodiversité et de la gestion durable des forêts exécuté par la GIZ dans son projet PIREDD- Maniema. « Dans les 6 mois qui viennent, nous serons en mesure d'avoir un document complet et bien sûr toutes les parties prenantes vont utiliser ce document pour que le travail de restauration soit un travail optimal dans la province ». Pour certains participants à cet atelier, ce document qui sortira de leurs travaux devra faire partie intégrante de la politique congolaise en matière des forêts.

**La Ceni plaide pour son autonomie financière pour mener à bien sa mission.** La Ceni a précisé qu'« elle ne va pas se livrer au jeu de ping-pong avec le gouvernement. Car, elle a une feuille de route qu'elle doit suivre pour respecter le timing constitutionnel des élections de 2023 ». Elle a martelé que l'indépendance de la Ceni est conforme aux articles 6 et 44 de sa loi organique. Son autonomie administrative et financière est encore indiquée à l'article 84 du règlement intérieur. S'agissant de la mutualisation des opérations d'identification de la population, enrôlement des électeurs et recensement, le rapporteur de la Ceni a déclaré qu'au « regard de leur

feuille de route et des contraintes, s'il faut s'en tenir à cette mutualisation, c'est possible que l'on soit en retard avec les élections».

**Fondation Noah : « Le cancer chez l'enfant existe et tue ».** « Pourtant un diagnostic précoce augmente les chances de survie. Malheureusement 90 % des malades congolais consultent à un stade tardif de la maladie », a révélé la fondation Noah mardi 15 février à Bukavu. C'était lors d'une sensibilisation organisée, par cette association en marge de la journée mondiale de lutte contre le cancer de l'enfant.

**Nord-Kivu : la société civile exige des enquêtes sur la gestion des fonds alloués aux prisons de la province.** Le président de la société civile du Nord-Kivu, motive la requête par les conditions « malsaines » dans lesquelles vivent des centaines de détenus dans les prisons du Nord-Kivu. « La situation sanitaire, alimentaire et hygiénique est dégradante. La pénurie d'eau, la rupture récurrente des stocks alimentaires et des médicaments ainsi que la quasi-absence des structures médicales dans quelques prisons, sont les « cauchemars fréquents auxquels font face ces pensionnaires », alors que le gouvernement central alloue mensuellement des fonds de subside pour la prise en charge des détenus. Des sources pénitentiaires, ont attesté que les fonds envoyés mensuellement par le gouvernement aux prisons du Nord-Kivu, connaissent « des opérations retour », au détriment des bénéficiaires.

**Le roi Philippe et la reine Mathilde de Belgique effectueront une visite officielle en RDC du 6 au 10 mars.** «Le couple royal sera à la tête d'une importante délégation belge comprenant notamment, le Premier ministre, Alexander De Croo, la vice-Première ministre et ministre des Affaires étrangères, Sophie Wilmes, ainsi que la ministre de la Coopération au développement, Meryame Kitir. Cet événement marquera, une fois de plus, l'excellente qualité des relations bilatérales entre le Royaume de Belgique et la RDC »

**Sud-Kivu : 16 morts à Bibogobogo lors des combats entre l'armée et les miliciens Mai-Mai,** dans la nuit de lundi à mardi 15 février. Le commandant du 3407<sup>e</sup> régiment des Fardc, indique que parmi les victimes figurent 12 miliciens Mai-Mai et quatre civils tués par balle ainsi que quatre militaires blessés.

**Kwilu : la police présente 10 présumés criminels urbains à Bandundu.** Ces dix présumés bandits présentés mardi au gouverneur de province, ont été appréhendés par la police avec notamment des armes blanches, du chanvre, et plusieurs objets volés lors de leurs opérations. Le gouverneur a invité la population à dénoncer toutes les cachettes de ces présumés bandits afin qu'ils soient mis hors d'état de nuire.

**Sept humanitaires tués en 2021 dans l'Est du pays (OCHA).** 292 incidents touchant les humanitaires ont été enregistrés dans quatre provinces de l'Est : Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et la province du Tanganyika. Sept humanitaires ont été tués l'année dernière dont 3 au Nord-Kivu, 2 en Ituri, 1 au Sud-Kivu et 1 au Tanganyika. Ocha note également 29 humanitaires blessés et 25 autres enlevés. Le rapport note que 91% de ces incidents touchent principalement les ONG alors que les agences des Nations Unies ont été touchées à 9%.

**Goma : 5 personnes tuées lors d'une fusillade sur un lieu de deuil.** Deux hommes portant des armes dans un sac sont arrivés au lieu du deuil et se sont mis à tirer plusieurs coups de feu qui ont coûté la vie à 5 personnes dont une femme sur le champ. Et 3 autres blessés sont pris en charge à l'hôpital Cebaca Ndosho.

**16 février 2022 : 30 ans depuis que la marche des chrétiens a été dispersée dans le sang.** Le Collectif du 16 février a organisé une conférence-débat sous le thème : « 30 ans, 1992-2022, les croyants congolais toujours interpellés au courage politique ». Le professeur Thierry Landu, a expliqué le sens de ce thème et ce que les Congolais peuvent tirer de cette mobilisation : « Trente ans après, le bilan est simple : ce que nous avons réussi à braver le 5 février 1992, c'est notre peur. Nous avons osé affronter ceux qui nous gouvernent parce que nous avons ressenti qu'il y avait une injustice par rapport à l'interruption brusque de la Conférence nationale souveraine. Or, cette conférence nationale représentait l'espoir de toute une nation pour tourner la page de la dictature. Aujourd'hui, les gens pensent qu'aller vers la démocratie c'est quelque chose qu'on va acquérir en une seule fois. Ce qui est faux. Nous sommes dans ce processus. Nous avons vu en 2017, le même peuple s'est mobilisé pour qu'on ne change pas la constitution de notre pays. Les gens ne s'imaginent pas la force que nous présentons»

**Jeudi 17 février.**

**Jean-Marc Kabund accuse Christophe Mboso de refuser d'autoriser sa sortie pour des soins à l'étranger.** Jean-Marc Kabund rappelle au président de l'Assemblée nationale que, le fait de ne pas lui avoir octroyé l'autorisation de sortie malgré son rapport médical mis à sa portée, s'apparente à « une violation délibérée » du Règlement intérieur de la Chambre basse du Parlement, en son article 109, alinéa 5 qui stipule « le député national a droit à l'évacuation sanitaire pour lui-même, son conjoint et ses enfants à charge, accompagné d'un

médecin et d'un garde malade. Par conséquent, je ne saurais pas rester indéfiniment victime d'un traitement discriminatoire à cause de votre refus de signer », s'indigne Jean-Marc Kabund. Jean-Marc Kabund avait annoncé, sur son compte Twitter, sa démission le 14 janvier du poste du premier vice-président du bureau de l'Assemblée nationale. Depuis cette date, il n'a jamais déposé officiellement sa lettre de démission au bureau de l'Assemblée nationale, conformément à la loi et aux us parlementaires. Mais le mal était déjà fait. Les cadres et sympathisants de l'UDPS sont montés au créneau pour exiger sa démission effective de l'Assemblée nationale et de l'UDPS.

**Lualaba : la société civile alerte sur la dégradation de routes Kasaji-Sandoa et Sandoa-Kapanga.** Pour cette structure citoyenne, ce grenier agricole de la province se trouve enclavé à cause de la dégradation avancée de ces différentes voies de communication. Il faut 2 mois de route pour joindre la ville de Kolwezi à Sandoa et Kananga.

**Nord-Kivu : la LIFNOKI appelle les jeunes miliciens à abandonner la lutte armée au profit du sport.** Pour le président de la Ligue provinciale de football du Nord-Kivu, ces jeunes peuvent choisir le football, qui unit les gens et qui peut les aider à gagner leur vie ; au lieu de rester dans les groupes armés.

**La FECOFA publie le calendrier des consultations sur la révision de ses statuts.** La Fédération congolaise de football association a publié mercredi 16 février son chronogramme relatif à la collecte des desideratas des forces vives et autres acteurs du football en vue de la modification de ses statuts, préalable impératif à l'organisation de prochaines élections d'un nouveau comité exécutif.

**Tshopo : zéro cas de violences sexuelles rapporté au sein des Fardc en 4 mois (Justice militaire).** Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2021 jusqu'à ce jour, aucun cas de violence sexuelle n'a été rapporté dans sa juridiction, a révélé le substitut de l'auditeur militaire supérieur dans la province de la Tshopo, le 16 février à Kisangani, au cours d'une cérémonie de remise des brevets aux commandants de grandes unités des Fardc de la 31<sup>e</sup> région militaire ayant participé à l'atelier de lutte contre les violences sexuelles au sein des Fardc organisé à Kisangani en août 2021. «Tous ont pris l'engagement de mettre en place la politique de tolérance zéro en matière de protection et de lutte contre les violences sexuelles au sein des Fardc ». Pour le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, ce brevet doit matérialiser la discipline au sein des troupes et la mise en œuvre de la politique de tolérance zéro pour redorer l'image des Fardc en matière de protection et de lutte contre les violences sexuelles.

**Kindu : 18 lauréats du complexe scolaire Mapon,** ayant distingué à l'examen d'État 2020-2021 dans la province du Maniema bénéficient d'une **bourse d'études universitaires**, don du sénateur Augustin Matata Ponyo Mapon.

**Uvira : le gouvernement annonce les travaux d'électrification rurale,** entre Kamanyola et Kiliba pour la première phase, ainsi que de Force Bendera vers la sucrerie de Kiliba pour la 2<sup>e</sup> phase. Le ministre du développement rural, a aussi indiqué que l'aménagement des routes de desserte agricole et la construction des habitats de base ne seraient pas oubliés. Selon lui, ces projets sont financés par le gouvernement congolais.

**Bunia : Les députés provinciaux réclament leurs arriérés de 9 mois de subsides.** Ces élus accusent le gouverneur militaire Johnny Nkashama de confisquer leurs droits sociaux garantis par la loi du pays. Ce qui selon eux, les plonge dans un état de « vulnérabilité et de conditions de vie inhumaine, indigne et dégradante ». Ils déplorent même la mort d'un de leurs collègues suite au manque de moyens financiers. Mais certaines sources justifient cette situation par des difficultés de mobilisation de recettes par la régie des recettes de la province.

**Huit membres de la Task Force prise en otage par les miliciens de la Codeco.** La Task Force composée d'anciens seigneurs de guerre de l'Ituri dépêchée par Tshisekedi s'était rendue mardi à Kobu pour encourager le retour de la population, qui avait fui les atrocités des groupes armés. La prise d'otage est intervenue pendant une réunion qui se tenait ensuite au camp Yalala proche de Bambu pour sensibiliser les leaders du Codeco à déposer les armes. Parmi les otages figurent Thomas Lubanga, le coordonnateur de la Task force. Son adjoint, le général Germain Katanga, deux officiers supérieurs, un député ainsi que le président de l'organisation UNADI.

**Kinshasa : l'IGF accepte d'accompagner et d'encadrer la gouvernance financière de la Ceni.** L'inspecteur général de finance (IGF) indique que cet encadrement fait suite à la demande du bureau de la Ceni depuis trois mois : «Mais, à l'époque, compte tenu de tout ce que nous avons comme travail à faire, nous avons convenu de le faire un peu plus tard ». D'après lui, la Ceni a réitéré rapidement sa demande pour que cet accompagnement se fasse maintenant dans le seul but de garantir la transparence de toutes les opérations financières que la Ceni va devoir engager. A cet effet, il rappelle que « la loi portant organisation de la Ceni prévoit qu'à la fin du cycle

électoral la Cour des comptes procède à un audit interne en vue de faire rapport au Parlement et au Président de la République ». Le bureau de la Ceni souhaite donc se faire régulièrement accompagner par l'IGF.

**Tentative de corruption : deux hauts officiers attendus à la cour militaire de Goma.** La cour militaire du Nord-Kivu exige la comparution ont du général Bonoua et du colonel Ndala, qui seraient impliqués dans une tentative de corruption de la délégation de l'inspection générale de l'armée. Cette requête a été formulée, mercredi le 16 février, par le président de cette cour à l'audience prévue pour le prononcé de l'arrêt. S'ils sont reconnus coupables, ils pourraient être inculpés comme leurs compagnons et jugés dans une juridiction militaire compétente. La prochaine audience dans cette cause a été renvoyée à mercredi 23 février.

**Bas-Uele: les autorités appellent à l'aide des sinistrés du marché Ezo.** L'incendie a emporté deux cents étagères et hangars, six boutiques construites en dur, plusieurs autres construites en matériaux de fortune. Outre le marché, cinquante cases et maisons d'habitation et tout ce qui s'y trouvaient sont parties également en fumée.

**Boma : les établissements universitaires fermés continuent fonctionner (Mairie)** La maire de Boma, met en garde les étudiants qui s'inscrivent dans les établissements d'enseignement supérieur non viables et interdits de fonctionner en RDC. Elle invite les étudiants et leurs parents à ne pas se faire flouer, et à prendre soin de se faire inscrire dans les structures reconnues viables par le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire.

**Le nouveau directeur de l'ESPT/Mai-Ndombe 3 s'engage à endiguer les anti-valeurs en milieu scolaire.** Il a annoncé que le monnayage des points et le harcèlement sexuel notamment seraient passibles des sanctions. S'adressant aux gestionnaires d'établissements scolaires, il a poursuivi : « Si on apprend que vous êtes en train de continuer avec ces antivaleurs, eh bien, à l'EPST il y a des instructions, il y a des suspensions, et des mesures qu'on va prendre ». Il a appelé ces chefs d'établissements à relayer le message à leurs enseignants.

**RDC : 27 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire cette année,** dont 8,8 millions seront considérées comme les plus vulnérables. Ces chiffres ont été révélés à l'occasion du lancement par le gouvernement, du plan humanitaire 2022 ce jeudi 17 février à Kinshasa. Leurs besoins sont évalués à près de 1,9 milliard USD. Nourriture, eau, médicaments, abris, protection et autres vont constituer les besoins les prioritaires de ce plan humanitaire.

**Le gouvernement Kenyan présente ses regrets après des propos injurieux de M. William Ruto contre des Congolais.** Dans une vidéo, le vice-président kenyan, William Ruto a tenu les propos méprisants à l'encontre de la RDC. Pour lui, les Congolais n'étaient que bons pour chanter ou encore dans la sape et incapables de produire du lait pour leur propre consommation et continuent d'importer le lait de l'Australie, Nouvelle-Zélande, ...

**Ruwenzori : une fille otage des ADF récupérée par les Fardc.** Selon son coordonnateur, la victime a été prise en otage quelques jours auparavant à Kavasewa, un village du groupement Malambo. Il indique que la fille a été retrouvée et récupérée entre Mayele et Bango, dans le secteur de Ruwenzori alors que ses ravisseurs lui demandaient de se mettre à l'abri.

**L'ONG Alert International déplore la persistance des conflits intercommunautaires dans l'Est du pays.** Le directeur général de cette organisation internationale, Nic Hailey promet de porter sa voix et de faire le plaidoyer sur le plan international pour que l'attention soit plus focalisée sur les conflits en RDC : « Nous faisons la construction de la paix avec les communautés, nous travaillons par exemple avec les femmes qui font les commerces transfrontaliers entre le Burundi, le Rwanda et le Congo. On travaille avec douze mille femmes qui sont souvent assujetties à la violence, qui ont du mal à traverser les frontières, qui sont aussi des personnes qui peuvent dialoguer, qui peuvent nouer des relations avec les communautés différentes, d'autres parties de la frontière. Et on a réussi avec ces femmes à améliorer leurs revenus mais aussi à changer des perceptions d'autres communautés par le dialogue ».

**Beni : la pluie emporte les toitures de l'école primaire Mavivi et expose 590 élèves à des intempéries.** Le vent a emporté les toitures de deux bâtiments qui abritent 8 salles de classe, exposant les écoliers à des intempéries. Les murs, pupitres et tableaux noirs sont aussi endommagés. Au moins 590 élèves sinistrés apprennent désormais sous les palmiers qui jouxtent l'école. Certaines chapelles de la localité de Mavivi sont sollicitées pour faire office de salles de classe provisoires, mais la distance et le manque de pupitres pose encore problème.

**Kasaï-Central : les familles des accompagnateurs des experts de l'ONU tués en 2017 saisissent le parquet.** Selon leur avocat, Me Dominique Kambala, le dossier est ouvert depuis 2019 au parquet et doit être fixé devant les juges, après le verdict rendu sur celui de deux experts de l'ONU. L'auditeur militaire promet de réagir.

**Mambasa : la société civile interpelle l'armée sur le déploiement l'ADF vers l'Ouest du territoire.** La société civile de Mangina, dans le territoire de Mambasa, dans la province de l'Ituri appelle l'armée à contrer les actions des ADF qui quittent la partie Est du territoire pour l'Ouest, en s'attaquant dans leur déplacement aux civils. Le président de cette structure a indiqué que le 16 février, ils avaient tué 2 civils, incendié 7 boutiques, 2 motos et saccagé le centre de santé de Makeke, à 2 km de la commune rurale de Mangina. Selon la société civile demande, une intervention rapide de l'armée vers le côté ouest du territoire s'avère impérative.

**Beni : 17 femmes formées en coupe et couture par CAFED.** Durant six mois, ces femmes venues de neuf associations féminines de la place, ont été formées en vue d'appuyer leur autonomisation économique par le biais des activités génératrices de revenus. Le Collectif des Associations féminines pour le développement (CAFED) dans la région de Beni, pense pérenniser un tel projet par la sensibilisation d'autres femmes.

**Kinshasa et Bruxelles déclenchent le processus de restitution des objets d'art congolais se trouvant en Belgique.** Le Premier ministre Sama Lukonde a annoncé ce jeudi 17 février à Bruxelles que le processus de restitution des objets d'art congolais se trouvant en Belgique est déclenché : « C'est le début de la restitution des pièces ». Le Premier ministre belge Alexander De Croo a remis l'inventaire des 84.000 œuvres d'art et objets culturels acquis abusivement durant la colonisation à son homologue congolais Jean-Michel Sama Lukonde.

**Vendredi 18 février.**

**Félix Tshisekedi exhorte les militaires au front à plus de courage et d'abnégation.** Il l'a dit jeudi 17 février au cours de la cérémonie d'échange des vœux avec l'armée et la Police nationale congolaise. Felix Tshisekedi leur rappelle le sacré devoir de défendre la Patrie et, en retour, la Patrie a l'obligation de tout mettre en œuvre pour mettre les militaires et leurs familles respectives à l'aise afin que leur travail soit exemplaire. Il a encouragé les Fardc à lutter contre les antivaleurs qui minent l'armée, entraînant l'affaiblissement de son rendement. Le président de la République a aussi rappelé que l'armée et la Police restent apolitiques. De leur côté, les forces défense et de sécurité ont renouvelé leur soutien au Chef de l'Etat et aux institutions de la République.

**Kinshasa: retour en force du phénomène kuluna dans plusieurs quartiers et communes.** Dans certaines parties des communes de Makala, Lemba ou Kisenso des affrontements sont courants entre « écuries » des quartiers ou des communes voisines. Les bourgmestres plaident pour un renforcement du dispositif de la police. Les autorités municipales appellent la population à dénoncer ces délinquants et à témoigner contre eux, devant les juridictions compétentes. Elles demandent aussi à la justice de sévir davantage.

**Le Panel des experts de la société civile craint que les élections ne se tiennent pas en 2023.** Pour porte-parole du Panel des experts de la société civile, les contraintes évoquées dans la 'Feuille de route de la Ceni' qui va de 2021 à 2027 apportent plus d'inquiétudes quant à l'engagement manifeste d'organiser les élections dans le délai constitutionnel. Elle soulève plus des craintes, des questions que des réponses ». Il a ajouté que, la problématique de financement des élections est une alerte sérieuse qui ne rassure pas les parties prenantes.

**La CORAP s'inquiète « des impacts négatifs » du projet INGA 3 sur l'environnement et le social.** Au cours d'un point de presse le 17 février à Kinshasa, la coalition des organisations de la société civile pour le suivi des réformes de l'action publique (CORAP) a déclaré que sa position s'appuie sur une étude publiée par les ONG Sud-africaines International Rivers et WoMin African Alliance. Cette étude démontre qu'il y aura, notamment, une perte de 500 mégawatts lors du transport de l'énergie électrique à partir de la RDC jusqu'en Afrique du sud. En outre, des nombreux ménages vont notamment être délocalisés pour la réalisation de ce projet. Les organisations International Rivers et WoMin African Alliance encouragent plutôt le gouvernement Sud-africain à orienter les capitaux destinés au financement du projet de construction d'INGA 3 vers des programmes de promotion des énergies renouvelables.

**Kindu : un député provincial déplore le manque d'eau potable et des routes à Mikelenge.** Le député de la province du Maniema, a exprimé ses inquiétudes quant aux risques sanitaires que court, particulièrement, la population du bloc Mbandaka au quartier Lukunda qui consomme l'eau du fleuve par manque d'eau de la Regideso. Il renseigne également que les structures sanitaires sont insuffisantes et l'accès au centre-ville est difficile car les routes sont quasi-inexistantes. Il plaide pour une intervention urgente des autorités de Maniema.

**Lancement du paiement des arrières et décomptes finals de 7 ans à l'OCC.** « Le retraité a un droit et les familles des décédés ont des droits consacrés par la Convention collective. Et puisque nous sommes dans un Etat de droit, cela doit être mis en pratique », a déclaré le Ministre du commerce extérieur. Il dit avoir mis la pression à la direction générale de l'office congolaise du contrôle (OCC) afin que ces droits soient payés « afin qu'en 2023, il n'y ait plus d'arrières de retraites », a conclu le ministre du Commerce extérieur.

**Sud-Kivu: lancement de l'éclairage public à l'énergie solaire à Nyangezi,** dans le territoire de Walungu. Ce projet, financé par la Monusco pour quarante mille USD, consiste à l'installation d'une trentaine de lampadaires solaires en un mois. Un atelier d'engagement communautaire avec toutes les forces vives a été organisé à Nyangezi en amont de ce lancement. Cela, pour responsabiliser les bénéficiaires afin qu'ils s'approprient et pérennisent cet acquis. A l'issue de cet atelier, un comité local de suivi a été désigné.

**Kinshasa : signature d'un accord de projet textile entre les établissements Kesho et l'ANADEC en faveur des jeunes.** Selon la promotrice des établissements Kesho, une congolaise, vivant en Belgique, l'objectif de ce projet est d'améliorer les potentiels des jeunes créateurs et de toute la filière textile en RDC, promouvoir l'industrie congolaise et l'aider à se standardiser. Cet incubateur dénommé "Bilam" va disposer de toutes les infrastructures modernes dans les domaines de textile pouvant créer des pièces de collection qui pourra être vendu à l'intérieur comme à l'extérieur de la RDC. Le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais (ANADEC) a salué ce partenariat qui « vient à la rescousse des industries textiles congolaises aujourd'hui en faillite et qui donnera l'occasion à la population à consommer congolais en terme des vêtements ».

**Kwango : plus de 700 enfants sont atteints par la rougeole,** depuis le début de l'année 2022. Selon le médecin épidémiologiste de la division provinciale de la santé du Kwango, la zone de santé de Kitenda est la plus touchée avec plus de 730 cas, suivie de Popokabaka qui a enregistré 24 cas et celle de Panzi avec 4 cas. D'après lui, l'insuffisance des intrants ne facilite pas la prise en charge de ces nombreux cas de rougeole au Kwango.

**Ituri : les membres de la Task Force maintenus en captivité par la Codeco.** Plus de quarante-huit heures après, les huit membres de la délégation de la Task force, sont bel et bien en vie et ne sont pas maltraités par leurs ravisseurs. **La Codeco conditionne la libération des otages :** le cessez-le- feu pour permettre les négociations avec le gouvernement. L'intégration de ses combattants au sein des Fardc et leur prise en charge intégrale pendant le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire. Ce groupe armé exige également la libération de tous les détenus, membres de cette milice qui sont incarcérés à la prison centrale de Bunia et celle de Makala à Kinshasa. Il exige aussi la levée de l'état de siège.

**Etat de siège au Nord-Kivu : le sous-effectif des magistrats militaires affecte le fonctionnement de la justice.** L'état de siège, cette mesure d'exception, suspend les compétences pénales des juridictions civiles. Le nombre insuffisant de magistrats militaires ne leur permet pas de prendre en charge tous les dossiers pénaux. Ce qui entraîne comme conséquences, une pléthore de détenus dans les maisons d'arrêts, en plus des incarcérations prolongées de milliers des pensionnaires, ont affirmé mercredi 16 février des autorités pénitentiaires.

**Ituri: incursion d'hommes armés dans la région de Nderembi.** Des combats ont opposé jeudi 17 février des militaires des Fardc à une coalition des miliciens de force de résistance patriotique de l'Ituri (FPIC) et un autre groupe armé, non identifié, dans la région de Nderembi, à l'Ouest de Bunia.

**Kindu : le ministre provincial de la santé encourage la vaccination contre le COVID-19.** Le ministre provincial de la santé du Maniema, appelle la population à se faire vacciner contre la COVID-19 en vue de se protéger de cette pandémie, et même temps de bénéficier de la mesure d'exemption de test avant de voyager.

**Beni : des femmes détenues à la prison centrale se lancent dans l'élevage de poulets.** Les femmes détenues à la prison centrale de Beni bénéficient d'un projet d'aviculture initié par l'unité d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco. Après quelques jours de formation, ce 18 février, elles veillent et bichonnent les 295 poules pondeuses, prêtes à être vendues sur le marché. Cette activité génératrice de revenus va non seulement aider à améliorer les conditions de vie des femmes dans ce milieu carcéral, mais leur permet aussi d'apprendre un métier.

**Kinshasa : au moins 4 morts après collision entre un minibus et une locomotive,** au passage à niveau non loin du port de Baramoto sur l'avenue des Poids Lourds dans la commune de Limete (Kinshasa) ce vendredi 18 février. Le bilan encore provisoire fait état de quatre morts et de plusieurs blessés.

**L'économie « s'est globalement bien comportée » en 2021**, atteste Albert Yuma, à la suite de cette relance économique générale et aux efforts déployés par le Gouvernement pour stabiliser le cadre macroéconomique, notamment avec les appuis du Fonds monétaire international (FMI), et accroître les recettes intérieures. D'après le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) l'économie congolaise devrait en 2022, enregistrer un taux de croissance économique de 5,7% selon les derniers chiffres publiés par la Banque centrale du Congo (BCC), ce qui correspond à un accroissement de la production intérieure de 4% par rapport à son niveau de 2020. Cette croissance reste portée essentiellement par le seul secteur minier. Entre-temps, " cette situation ne fait que maintenir l'économie de la RDC dans une situation de fragilité face à la conjoncture internationale".

**Goma : un autre corps sans vie découvert sur le lac Kivu.** Selon le président du conseil communal de la jeunesse de Goma, c'est le quatrième corps repêché du lac Kivu en moins d'un mois, aux quartiers Kyeshero et Lac vert. Il exige des enquêtes pour retrouver et punir les auteurs de « ces crimes ».

**Kwilu : 74 décès et 282 blessés graves lors des accidents routiers en 2021.** La police ajoute qu'au total 270 blessés légers ont aussi été enregistrés au Kwilu en 2021. Le même rapport parle de 72 dégâts matériels importants et 117 légers. Ces accidents ont été causés notamment par l'excès de vitesse, le changement brusque de bande, le mauvais dépassement, des pannes techniques, le refus de priorités, la surcharge et le mauvais état de routesier.

**Samedi 19 février.**

**COVID-19 en Afrique : l'UE promet son aide accrue à la production des vaccins.** Une des mesures prises porte sur une stratégie globale d'investissements d'au moins 150 milliards d'euros sur sept ans. Les Européens, qui promettent de fournir à l'été un total cumulé d'au moins 450 millions de doses de vaccins ANTI-COVID-19 aux Africains, se sont également engagés à aider des pays africains à produire sur leur sol des vaccins à ARN messenger. Ce programme a été dévoilé vendredi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'UE mobilisera également 425 millions d'euros pour accélérer les campagnes de vaccinations en soutenant la distribution des doses.

**Massacres de Yumbi : le collectif des avocats des parties civiles exige réparation les préjudices subis par des victimes.** Maître Jonas Lingwambi, considère que cette réparation ne peut passer que par la condamnation des prévenus qui comparaissent devant la Haute cour, y compris d'autres personnes dont les noms sont cités et qui sont recherchées par la justice. L'avocat espère qu'ils seront tous entendus par la justice et que cette dernière fera bien son travail. Les 16 et 17 décembre 2018, des affrontements intercommunautaires ont éclaté à Yumbi, dans la province de Mai-Ndombe, et dans plusieurs autres villages des alentours. Des maisons ont été détruites et des centaines de personnes ont été tuées par balles et à l'arme blanche. Certaines ont été même brûlées.

**Kindu : la SONAS somme les utilisateurs des engins à moteur à payer l'assurance.** Cette sommation intervient après une longue période de sensibilisation sur le bien-fondé de l'assurance. La directrice provinciale de la Sonas, a rappelé que le paiement de l'assurance est une obligation légale et a demandé aux autorités politico-administratives d'assurer le charroi automobile des services publics.

**Impayé depuis plus de 90 mois, un chef des travaux de l'ISP Kikwit fait le sit-in devant la mairie.** Ce père de famille juge arbitraire la mesure de suspension de son salaire, n'étant nullement sous le coup d'une procédure disciplinaire, ni à l'ISP Kikwit, son établissement, ni au ministère de l'ESU. « C'est une décision arbitraire qui doit émaner du service de la paie ou de la direction de la paie à partir de Kinshasa ».

**Kinshasa : une érosion menace le quartier Zamba Telecom à Mont Ngafula.** Elle a endommagé près d'un kilomètre de la chaussée qui va de la route de Matadi au Centre national pour aveugles. La conséquence immédiate de cette situation est l'inaccessibilité de ce quartier par véhicule.

**Felix Tshisekedi relève la nécessité d'un dispositif répressif adapté à la cybercriminalité.** Felix Tshisekedi a notamment épinglé les problèmes liés au harcèlement sous diverses formes, l'usurpation d'identité numérique, la diffusion du matériel à contenu tribaliste « dont les conséquences néfastes ne font l'ombre d'aucun doute ». Pour le Chef de l'Etat, « cette triste réalité se vit malheureusement au moment où le dispositif légal actuel en la matière montre ses limites ; ce qui, du coup, pose problème pour réprimer la cybercriminalité ». Il a invité le Gouvernement à finaliser le projet du code du numérique et de le transmettre au Parlement, à la prochaine session.



**Ituri : au moins 165 civils tués à Djugu en février (société civile).** Selon des sources concordantes de la société civile et des services de sécurité, les violences dans le territoire de Djugu ont atteint le pic au cours de ce mois de février. En l'espace de deux semaines, la milice CODECO a fait 39 incursions au cours desquelles au moins 165 civils ont été tués. 14 autres personnes ont été enlevées et deux femmes violées. En outre, ce groupe armé a été auteur d'environ 40 cas d'extorsions et pillage de biens de la population ainsi que de l'incendie de 36 maisons. De son côté, l'armée a réussi à neutraliser 36 assaillants de la Codeco et 6 autres de la milice. Les Fardc ont perdu 4 militaires et comptent deux blessés. Cette structure citoyenne demande à l'armée « d'être plus offensive en traquant ces hommes armés jusque dans leurs derniers retranchements ».

**Bouclage dans 3 quartiers de Beni : la police saisit plusieurs biens volés.** La police a pu retrouver trois motos volées et plusieurs articles ménagers. Elle dit continuer d'enquêter pour retrouver les propriétaires de ces biens. Elle appelle aussi la population à porter plainte contre inconnu à chaque fois qu'il y a vol de ses biens.

**Butembo : une ONG locale alerte sur la résurgence des cas de lynchage.** L'ONG réseau pour les droits de l'Homme, interpelle les instances judiciaires dans leur rôle de bien dire le droit afin d'éviter que les citoyens se fassent justice eux-mêmes. Le dernier cas en date : A Hutwé, village dans le territoire de Lubero, un militaire a été lapidé à mort après avoir tué à bout portant un homme. L'ONG décourage cette pratique qui, entraîne des conséquences néfastes dont la vengeance et bloque le déroulement des enquêtes :

**Le gouvernement met fin à toutes les ponctions directes sur les unités des abonnés pour le compte du RAM.** Cette mesure vient à la suite de la décision gouvernementale portant suspension de la perception du taux de 1 USD pratiqué sur tous les appareils mobiles de deuxième génération « 2G » prise en octobre 2021.

**Ituri : 13 morts dans l'attaque d'un convoi des véhicules Katabey.** Un convoi de véhicules civils escorté par les Fardc et les casques bleus de la Monusco a été attaqué ce 19 février par des rebelles des ADF au village Katabey sur le tronçon Luna-Komanda. Le bilan provisoire avancé est de cinq morts dont trois civils et un soldat des Fardc. De son côté, l'armée indique que huit rebelles ADF ont été neutralisés et quatre armes récupérées.

**Sud-Kivu : dix personnes tuées lors d'une nouvelle attaque des Mai-Mai à Bibogobogo.** Le commandant du 3407<sup>e</sup> régiment des Fardc dans la région, fait état d'un civil tué et un autre blessé. Deux éléments des Fardc ont été tués et deux autres blessés, ainsi que des maisons d'habitants incendiées. Par ailleurs, sept éléments Mai-Mai ont été tués, plusieurs blessés et un capturé dans ces combats de Bibogobogo.

**Sankuru : suspension de l'administrateur du territoire de Lodja.** Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, reproche à l'administrateur du territoire d'avoir attribué une portion de terre du secteur de Nvunge au secteur de Nambelu, en violation des limites. Une situation qui a créé des troubles. C'est depuis le weekend dernier que les affrontements sanglants opposent les habitants des secteurs de Nvunge à ceux de Nambelu. La société civile avance jusque-là, le bilan de près de 60 morts, 26 femmes violées, 31 enlevées, 12 enfants tués, plus de 1000 personnes déplacées, et une dizaine de villages vidés de leur population.

**Aru : le tribunal militaire de l'Ituri rend le verdict pour plus de 100 dossiers de détenus.** Cette juridiction a traité 108 affaires en souffrance à la prison centrale d'Aru où plusieurs détenus étaient en situation de détention irrégulière. Selon la greffe du tribunal militaire, 34 prisonniers ont été condamnés à des peines de 6 mois à deux ans. Tous avaient déjà purgé leur peine en détention. Ils ont été immédiatement libérés. 58 autres détenus qui s'étaient évadés ont été condamnés par défaut aux mêmes peines. Huit prisonniers étaient décédés en détention.

**Kwilu : 11 personnes tuées par lynchage depuis janvier à Gungu.** « Déjà 11 personnes sont tuées depuis le début de cette année dont 9 en janvier et 2 en février courant. Ces personnes, dont 10 de troisième âge sont accusées de sorcellerie par les jeunes gens. Ces derniers les tuent par coups de bâton ou de machette. Le dernier cas est survenu le 15 de ce mois », témoigne le président de la société civile du territoire de Gungu. Selon lui, ce phénomène est lié à la criminalité qui sévit dans ce territoire. Il en appelle à la responsabilité des autorités concernées. Le commandant de la police de Gungu, a confirmé les faits : « Ce sont les habitudes, les us et coutumes d'ici. Lorsqu'il y a décès d'un jeune homme ou d'un enfant, on attribue cela à l'oncle. Donc si vous êtes un oncle ici au territoire de Gungu, vous devez faire attention, ne vous approchez même pas du lieu de deuil ».

**Dimanche 20 février.**

**Le Président turc attendu ce dimanche à Kinshasa.** « Cette visite officielle, qui intervient 12 années après la dernière visite d'un Président turc en terre congolaise, fait suite aux rencontres bilatérales tenues entre les deux chefs d'État respectivement à Ankara, lors de la visite officielle de Son Excellence Monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo en septembre 2021, et Istanbul, en marge de la participation de la RDC au Sommet Türkiye-Afrique, en décembre 2021 ». **Tête-à-tête Tshisekedi – Erdogan à Kinshasa.** « Ce jour est un jour historique dans les relations entre la Turquie et la RDC" en raison "des accords signés entre nos deux pays et qui symbolisent la volonté de raffermir nos relations », a déclaré Tshisekedi. Ces accords portent notamment sur « la sécurité, les infrastructures, la santé, le transport », a-t-il indiqué, saluant une « coopération gagnant-gagnant ». A ce sujet, a renchéri son homologue Erdogan, l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) « poursuit son soutien aux efforts de développement de la RDC. Elle mène divers projets, de la formation professionnelle à la santé, du soutien aux infrastructures administratives et sociales à la rénovation des écoles. Nous continuerons d'être aux côtés de la République démocratique du Congo dans ses efforts de développement. »

**Kinshasa : l'Hôtel de ville lance le projet de numérisation du contrat de bail entre propriétaire et locataire.** « La garantie locative est de 3 mois mais des bailleurs perçoivent plus de 3 mois. C'est pour faire respecter la loi et aussi faire en sorte que le Congolais ait la culture de l'impôt et taxes. Il y a une taxe que la ville doit normalement percevoir sur la location des maisons et qu'elle ne perçoit presque pas. C'est l'impôt sur le revenu locatif ».

**Kinshasa : Matata Ponyo interdit de quitter la capitale.** C'est le service de l'immigration qui lui a signifié cette interdiction de voyager pour Lubumbashi. Cette décision émanait de la haute hiérarchie, d'après ce service. **Matata Ponyo : « Je suis prisonnier politique dans mon propre pays ».** « Incroyable mais vrai. La DGM (Migration) vient de m'empêcher de prendre le vol Congo Airways pour participer aux funérailles de ma jeune sœur décédée à Lubumbashi. Alors que la Cour constitutionnelle a clos le dossier définitivement en novembre. Qui pouvait l'imaginer ! Vive l'Etat de droit », se désole-t-il sur son compte tweeter.

**Bukavu : Alert International forme les PME sur un commerce de paix transfrontalier.** L'atelier qui a porté sur le thème « consolidation de la paix à travers le petit commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs », s'est tenu à Bukavu pendant trois jours. Cette formation a permis à ces acteurs économiques de s'approprier les principes et pratiques commerciales sensibles aux conflits et au genre.

**Beni : arrestation d'un collaborateur des ADF, l'armée interpelle la population.** Les Fardc ont mis la main sur un collaborateur des ADF, le 18 février à Kisima, dans le secteur de Ruwenzori au Nord Kivu. Il détenait un colis de médicaments destiné à ces rebelles. Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1, qui a livré cette information, juge « inacceptable de voir un Congolais collaborer avec les ADF qui tuent ses frères et sœurs ».

**Nord-Kivu : des ONG environnementales appellent aux actions contre le trafic illégal d'ivoires et écailles des animaux protégés.** Selon le directeur de projet du centre de recherche pour la Planification environnementale (RCEP), environ neuf mille pangolins sont tués chaque année en RDC, depuis 2016. Leurs écailles, notamment, sont ensuite sorties illégalement du pays pour être vendues, au final, sur le marché asiatique. Ce qui, selon lui, met en danger d'extinction ce seul mammifère écaillé au monde.

**Hommage du chef de l'Etat à Benoit Lwamba, président honoraire de la Cour Constitutionnelle,** décédé le 17 janvier 2022. Décédé en Europe à l'âge de 77 ans, Benoit Lwamba Bindu avait démissionné de ses fonctions le 10 juillet 2020 pour des raisons de convenance personnelle. Le Chef de l'Etat l'a décoré, à titre posthume, de Grand Cordon de l'Ordre des héros nationaux Kabila-Lumumba.

**Beni : le renfort des Fardc à Watalinga rassure la population.** Des sources locales indiquent que les troupes sont déployées dans les parties sud-est et sud-ouest de la chefferie où plusieurs villages s'étaient vidés de leurs populations. Ces habitants s'étaient réfugiés en Ouganda, fuyant les dernières attaques attribuées aux ADF. Avec ce renfort, la population commence à avoir des apaisements par rapport à sa sécurité. Ce dimanche matin, on a constaté un mouvement de personnes de l'Ouganda vers la RDC, à Nobili et à Kamango.

**Muanda : plus de 50 maisons écroulées à la suite d'une pluie torrentielle.** Un vent violent, accompagné d'averses, a emporté plus de 50 maisons construites pour la plupart en briques cuites, au village Matamba-Makanzi. Les 50 ménages victimes de ce sinistre, ont passé la nuit de samedi à dimanche à la belle étoile. Cette catastrophe naturelle, n'a pas causé de morts. Le commandant de la base militaire de Kitona a doté ces familles sans abris de quelques tentes et des bâches, en attendant la réaction des autorités provinciales et nationales.

**Suppression de la taxe RAM: un parti politique d'opposition extraparlamentaire exige la restitution des fonds prélevés.** « A partir du moment où la mesure tombe, le Mouvement d'élites pour la démocratie et le vrai changement (MDVC) continue à mettre la pression jusqu'à ce que l'on arrive à restituer les fonds perçus illégalement. Il vous souviendra que le parlement avait reconnu qu'il s'agissait là d'une escroquerie ».

**Kinshasa : les enseignants des écoles primaires publiques créent leur propre syndicat.** « Nous avons jugé bon de créer une structure propre aux enseignants du primaire, dont le comité a été mis en place. Ainsi, nous demandons à tous les enseignants du primaire d'être unis pour défendre nos droits en toute légalité ».

**Ituri : un mort et 14 personnes enlevées après deux nouvelles attaques des ADF sur la route Komanda-Luna.** Deux nouvelles attaques des ADF ont été enregistrées samedi 19 février dans la soirée sur le tronçon routier Komanda-Luna en Ituri. Selon des sources concordantes, une personne a été tuée, quatorze autres enlevées et des maisons incendiées. Des structures de la société civile dans la zone, demandent aux Fardc de traquer ces rebelles, qui menacent la sécurité des usagers ainsi que des habitants des localités, le long de cet axe routier. Les opérations militaires sont en cours dans la zone, après avoir repoussé samedi ces rebelles, dont huit ont été tués.

**L'ODEP dénonce un détournement de 67,2 millions USD à la Ceni.** L'ODEP réagit en fait aux propos du président de la Commission électorale nationale indépendante la semaine dernière, selon lesquels la Ceni n'aurait rien reçu jusque-là en termes de fonds pour les opérations électorales. Ces propos ont été d'ailleurs contredits, via les médias, par le ministre des Finances. S'agissant du ministère des Finances, l'Observatoire de la dépense publique affirme que depuis l'entrée en fonction du nouveau bureau de la Ceni, le trésor public a décaissé 104,2 millions USD, dont plus de 90% couvrent les dépenses de fonctionnement. Pourtant, le ministre des Finances a annoncé le 15 février dernier une mise à disposition de fonds à hauteur de 37 millions USD. Entre le versement annoncé par le ministre des Finances et ceux retracés par le ministère du Budget, l'ODEP constate un écart de 67,2 millions de dollars, dont la destination reste à démontrer par les acteurs du circuit de la dépense publique. Quant au budget de 640 millions de dollars sollicité, selon l'ODEP, par la CENI pour les opérations électorales, il estime que la RDC étant à son quatrième cycle électoral, du matériel et la quincaillerie électorale existent déjà.

**Lundi 21 février.**

**Taxe RAM : l'avocat d'un groupe de consommateurs menace de traduire la RDC en justice.** Il a réagi à la mesure annoncée par le gouvernement de supprimer la perception de la taxe RAM (Registre des appareils mobiles) à partir du 1er mars. « C'est une non suffisante. Parce qu'elle pose la vraie question : que sont devenues, l'ensemble des sommes prélevées au titre de RAM qui nous appartiennent et qui nous doivent être restitués, d'une part. Et d'autre part, en ce qui concerne mes clients qui m'avaient contacté, nous allons continuer l'action en justice pour la restitution de ses sommes, et le paiement des dommages et intérêts pour les préjudices causés ».

**Cybercriminalité en RDC : le professeur Kodjo Ndukuma propose la création d'une preuve électronique contre les cybercriminels.** Le professeur Kodjo Ndukuma, expert en droit numérique, a réagi au projet du code numérique, un dispositif répressif contre la cybercriminalité, que le Président de la République a invité le gouvernement à finaliser. Joint par Radio Okapi dimanche 20 février, cet expert suggère notamment que, ce code permette d'administrer une preuve et une signature électroniques dans les téléphones pour éviter le caractère d'anonymat des cybercriminels.

**Bandundu : 144 agents du SECOPE désactivés du fichier de paie réclament leur réactivation.** Dans un entretien dimanche 20 février avec Radio Okapi, Guy Ngiama Kitoko de l'antenne du SECOPE Kikwit 3, fait savoir que ces cent-quarante-quatre agents, ignorent les raisons de leur coupure. « Nous sommes désactivés depuis juillet 2021 à nos jours. Depuis personne n'est rentré dans ses droits. On ne connaît même pas la raison, on ne connaît pas la cause ». Ainsi, il réclame qu'ils soient tous rétablis dans leurs droits et en appel au gouvernement.

**Sud-Kivu : la Monusco lance des projets de réduction des violences communautaires à Lemera.** Au total, 160 jeunes à risque, des ex-combattants et des femmes vulnérables de Ndolera et Lemera-centre sont ciblés directement dans ces deux projets financés à hauteur de cent mille USD par la Monusco. Projet de formation en différents métiers dont la coupe et couture, la conduite et réparation moto, ainsi que la création des activités génératrices des revenus dont la culture des champs et la distribution des chèvres et des semences de maïs. Concernant les tensions armées dans la région d'Uvira, celles-ci persistent notamment dans les hauts-plateaux.

**Kwilu: 3 écoles menacées par des érosions à Dibaya Lubwe.** Les eaux des pluies et des constructions anarchiques sont à la base de cette menace érosive, selon l'administrateur du territoire. La route qui mène vers le port de Dibaya Lubwe est déjà coupée par ces mêmes érosions. Il y a l'institut Ngian, l'institut Tangeza, et le collège Ntoni sont visés par cette érosion. Pour l'administrateur il faudra de grands moyens pour venir à bout de ces érosions.

**20 ans de Radio Okapi : une histoire liée à celle du processus de paix en RDC.** L'histoire de Radio Okapi et celle du processus de paix en RDC sont intimement liées. Mamie Kayumba Assumani, une actrice de la scène politique du Nord-Kivu, mais étudiante en février 2002, se souvient que, l'avènement de Radio Okapi était alors, pour elle et ses camarades étudiants à Bukavu, une nouvelle façon d'informer en RDC. Dans un environnement médiatique d'alors, où la propagande politique était la règle, le nouveau narratif apporté par Radio Okapi a révolutionné le monde médiatique en RDC, reconnaît, David Kalenda, directeur de la radio Pole Fm de Goma.

**Kinshasa : l'ancien premier ministre Adolphe Muzito affirme n'avoir jamais créé la taxe RAM.** Le premier ministre honoraire a affirmé que le pouvoir actuel a fait ce qu'il qualifie de « raccordement frauduleux d'un décret qu'il avait signé dans le secteur de télécommunication pour instituer frauduleusement cette taxe. Ce que moi j'ai créé c'est un revenu sur prestation, il a trois rubriques. C'est l'ARPTC qui est l'autorité de régulation de la poste et télécommunication qui preste en faveur des sociétés de communication qui lui demande des services et qui sont facturés par l'ARPTC pour ces prestations-là. Mais ce que, eux ont fait c'est un impôt parce que c'est prélevé sans autorisation, sans contrepartie sur les revenus des consommateurs».

**Processus électoral : l'UNANA s'oppose à la mutualisation de l'identification des électeurs et le recensement** « Nous pensons que le gouvernement ne doit pas proposer la mutualisation des services CENI-ONIP-INS à la CENI car l'article 2011 de la Constitution lui attribue la compétence exclusive de l'organisation de toutes les opérations électorales. L'article 6 de la loi organique, portant organisation et fonctionnement de la CENI, lui consacre l'autonomie administrative et financière. Cela étant, son budget propre est sous forme de dotation. Donc, le gouvernement doit donner cette dotation à la CENI », souligne le président du parti politique, Union nationale des Nationalistes. Le Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécurité et affaires coutumières, a soumis, le 6 février, au Conseil des ministres trois projets de décrets pour délibération. L'un d'eux portait sur l'organisation de la mutualisation des activités opérationnelles dans le cadre de l'identification et de l'enrôlement des électeurs, de l'identification de la population et du recensement général de la population et de l'habitat. Il avait expliqué que cette mutualisation opérationnelle consiste en la mise en commun des ressources humaines, techniques, logistiques et matérielles dédiées à la réalisation des activités communes, en vue de contribuer à la production des cartographies opérationnelles, du fichier électoral et du fichier général de la population.

**Ituri : 290 vaches pillées par des combattants de la FPIC,** lors de leur incursion à Nyara et Tchendabo, deux villages du territoire de Djugu, situés à 12 km de Bunia, dans la province de l'Ituri. Des sources locales renseignent que, ces hommes armés sont revenus encore ce lundi matin pour commettre des nouvelles exactions, mais ils ont été repoussés par des militaires des Fardc. Ces attaques à répétition inquiètent les habitants de ces entités dont la plupart ont quitté la zone pour se mettre à l'abri.

**Nord-Kivu : 270 pirogues des pêcheurs congolais libérés par l'Ouganda.** Il s'agit des pirogues saisies depuis cinq ans, atteste la Fédération des Comités des pêcheurs individuels du Lac Edouard. Cette libération intervient deux semaines après celle des pêcheurs détenus dans des cachots dans le district de Kasese en Ouganda. C'est le résultat des négociations entre les gouvernements congolais et ougandais, d'après le comité des pêcheurs de Vitshumbi. « Il y a des pêcheurs qui partent en Ouganda, puisqu'au Congo, il n'y a plus des poissons ; et surtout que nous avons une grande partie du lac, mais mal réglementée. Donc, la solution durable, c'est réglementer la pêche au niveau congolais et voir la capacité halieutique » souligne le secrétaire général de FECOPEILE.

**Bukavu : six personnes sont mortes à la suite d'une pluie diluvienne,** dimanche 20 février. Le père, la mère et deux de leurs enfants, sont morts ensevelis à la suite de l'écroulement du mur de leur maison sur l'avenue Ilanga. D'autres enfants sont grièvement blessés et traumatisés par ce drame. A Panzi, deux enfants d'une même famille sont morts asphyxiés par une motte de terre, d'autres ont été blessés.

**Tshopo : les usagers de la route Opala-Ubundu dénoncent des tracasseries,** de la part des militaires et des préposés de l'Etat. Aux postes de contrôle érigés par des services étatiques et militaires, chaque passant est obligé de payer 10.000FC, sinon il est retenu sur place. Ils sollicitent l'intervention des autorités pour mettre un terme à cette situation. Ces traitements font partie du lot quotidien de ces paisibles citoyens.

**Mbuyi-Mayi : les enseignants des écoles orthodoxes et de réveil réclament 8 mois de salaire.** La direction provinciale de SECOPE Kasai-Oriental affirme que ces enseignants sont parmi ceux qui ont été « désactivés » depuis le mois de juillet dernier, par le ministère de l'Enseignement Primaire, secondaire et technique (EPST) pour non-viabilité. Le SECOPE promet de mener des démarches pour décanter la situation.

**Nord-Ubangi : deux morts et plusieurs blessés dans un accident de circulation entre Businga et Gbadolite.** « Un véhicule bondé des passagers et des marchandises s'est renversé sur un pont de fortune en bois ». Le président de la société civile interpelle les autorités : pour éviter de compter davantage des morts, il plaide pour une réhabilitation urgente de cet axe routier d'une grande importance économique pour la province.

**Sud-Kivu : retour à Bukavu du gouverneur réhabilité, Theo Kasi,** ce 21 février 2021 après environ 80 jours passés à Kinshasa sur invitation du ministre de l'Intérieur. Il rentre à Bukavu pour reprendre service après l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui le réhabilite dans le conflit qui l'opposait à l'assemblée provinciale du Sud-Kivu. Il dit être prêt à collaborer avec l'assemblée provinciale pour booster le développement de la province. Il appelle à la cohésion, à oublier le passé et privilégier le dialogue avec tous.

**Beni : les parents appelés à préparer leurs enfants à l'apprentissage de la langue maternelle dès le bas âge.** L'humanité célèbre ce 21 février, la journée internationale de la langue. A cet effet, certains scientifiques et linguistes de Beni pensent que la maîtrise de la langue maternelle est une valeur culturelle qui permet de s'identifier en tant que membre d'une communauté ou par rapport à une autre communauté linguistique donnée. Pour ce faire, le linguiste et chef de travaux à l'Université Officielle de Semuliki, appelle ainsi les parents à préparer leurs enfants à l'apprentissage de la langue maternelle dès le bas âge. Pour lui, la responsabilité incombe aux parents de montrer aux enfants la valeur des langues maternelles.

**Beni : des Mai-Mai attaquent une position des FARDC à Pumuziko-Kasopo, dans la partie Ouest d'Oicha.** Les sources locales indiquent que des coups de feu ont été entendus pendant une trentaine de minutes ce matin, avant que les forces armées ne repoussent l'attaque. Aucun bilan n'est encore disponible.

**La RDC choisie pour co-préparer la 7e reconstitution du Fonds mondial dans la lutte contre certaines maladies.** Pour le coordonnateur national des Amis de Damien et de Stop tuberculose, le Fonds mondial est le plus grand partenaire de la RDC dans la lutte contre ces maladies avec des retombées positives. D'après lui, la RDC avait contribué, jusqu'à 6 millions USD à la 6e reconstitution du Fonds mondial pour la période 2021-2023. La société civile congolaise s'en félicite et encourage le gouvernement congolais à contribuer davantage.

**Attaque de Luna : l'officier chargé de convoier les renforts de l'armée transféré à l'auditorat militaire de garnison de Beni.** L'officier transféré à l'auditorat militaire de garnison de Beni est accusé d'être à l'origine des tirs mortels survenus il y a une semaine, à Luna. Une incompréhension survenue entre cet officier et les agents commis au poste de contrôle de Luna avait été à la base des tirs à balles réelles qui ont fait 5 morts, notamment quatre civils et un policier tué à bout portant. Selon des sources sécuritaires, les tirs venaient du véhicule à bord duquel se trouvait l'officier. La justice militaire cherche ainsi à établir sa responsabilité dans cet incident.

**Kindu : le centre hospitalier Lumbulumbu ouvre une unité de prise en charge des enfants drépanocytaires.** Dr Antoine Lufimbo invite ainsi les concernés à se faire enregistrer pour bénéficier de ce service : « Le but de cette unité spécialisée, c'est dans le suivi de la prise en charge des enfants atteints de l'anémie SS. Et lorsque le suivi est régulier, cela a comme conséquence positive la diminution sensible des complications liées à cette maladie ». L'unique condition, a-t-il annoncé, est d'être seulement un enfant drépanocytaire de moins de 10 ans :

**Mai-Ndombe : la BRTC enregistre 5 candidatures au poste du gouverneur.** Selon le président de ce bureau, ce sont les seules candidatures enregistrées jusqu'à la veille de la date de clôture ce mardi 22 février. Il a, par ailleurs, précisé qu'après l'étape de la réception va débiter le traitement des candidatures.

**Tshopo : évasion de 51 prisonniers du centre de détention d'Osio.** Les évadés ont profité d'une forte pluie qui s'est abattue dans cette région pour creuser un trou dans le mur en vue de s'échapper. Sur les 118 pensionnaires de cet établissement carcéral, 51 ont pris le large laissant derrière eux 67 autres.

**Mardi 22 février.**

**Le chef de l'ONU annule sa visite en RDC à la suite de la détérioration de la situation en Ukraine.** Le porte-parole du Secrétaire général, a déclaré que le Secrétaire général était « vivement préoccupé par la décision de la Fédération de Russie concernant le statut de certaines zones des régions de Donetsk et Louhansk en Ukraine. Il appelle au règlement pacifique du conflit dans l'est de l'Ukraine, conformément aux Accords de Minsk, tels qu'approuvés par le Conseil de sécurité dans la résolution 2202 (2015) » **Jean-Pierre Lacroix en visite en Ituri.**

Le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, qui devait accompagner Antonio Guterres, est lui arrivé, ce 22 février à Bunia, dans un contexte où les groupes armés dont l'ADF, la FPIC et la Codeco ont multiplié des exactions contre la population. Selon la société civile, plus de cent-cinquante personnes ont été tuées en l'espace de trois semaines. Il a échangé avec le Vice-gouverneur et les représentants des communautés locales.

**Beni : la protection civile salue l'implication des volontaires dans la lutte contre les risques des catastrophes naturelles.** « L'implication elle est positive, parce que, arriver à avoir une centaine de volontaires ce n'est pas facile. Ces volontaires travaillent sans être payés, ils ne sont pas rémunérés. Et donc, cela prouve qu'il y a une certaine adhésion, il y a une certaine conviction afin de se donner volontairement à l'assistance, à l'accompagnement de ses pairs. La communauté comprend maintenant le rôle de la protection civile», a révélé, le coordonnateur de la protection civile dans la région de Beni. Il reconnaît toutefois que, la communauté locale hésite encore à faire totalement confiance au service de la protection civile. Pour lui, en plus des efforts que fournissent les volontaires, les communautés, les personnes de bonne volonté et l'état doivent contribuer au fonctionnement des services de la protection civile.

**Kinshasa : les ministres des affaires étrangères de la CIRGL évaluent l'accord cadre d'Addis-Abeba.** Cette réunion prépare la dixième réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi (MRS), de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), qui se tiendra mercredi 24 février toujours dans la capitale congolaise. Lors de ce rendez-vous, les dirigeants de la région des Grands Lacs vont évaluer les progrès et les problèmes, dans la mise en œuvre de l'accord cadre de paix, sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs africains. Cet accord beaucoup plus connu sous l'appellation "accord cadre d'Addis Abeba", avait été signé le 24 février 2013 dans la capitale Ethiopienne entre la RDC et dix pays voisins: le Rwanda, l'Ouganda, la République Centrafricaine, le Mozambique, l'Angola, le Burundi, le Congo-Brazzaville, le Soudan du Sud, la Zambie et la Tanzanie ainsi qu'avec deux états non voisins immédiats de la RDC dont l'Afrique du Sud. De nombreux témoins internationaux ont joint leurs signatures à cet accord. Il s'agit de quatre organisations : l'ONU, l'Union Africaine, la SADC et la CIRGL. **L'objectif global.** L'accord d'Addis-Abeba vise à mettre fin aux atrocités, à l'insécurité et l'instabilité de la RDC et de la région des Grands Lacs. Sur ce, la RDC elle-même s'engage globalement à « restaurer la sécurité, l'autorité de l'état sur son territoire, mais aussi, tout faire pour lancer son développement, pour un mieux-être de ses populations ». Les états voisins s'engagent aussi à ne participer ni encourager l'insécurité, l'instabilité ou les atrocités en RDC ni dans les états proches où dans la région. Aujourd'hui neuf ans après, les objectifs de départ restent globalement encore à atteindre. Le M23 groupe armé qui menaçait gravement la tranquillité des populations en RDC a été neutralisé en novembre 2013, même si celui-ci a repris depuis 5 ans, avec des attaques sporadiques sur le territoire congolais. Les mécanismes de suivi de l'Accord cadre sont opérationnels dans un certain nombre de pays dont la RDC. Mais les atrocités en RDC sont loin d'avoir pris fin surtout à l'Est du pays.

**20 ans de Radio Okapi : les artistes de Goma se réjouissent des promotions gratuites de leurs œuvres.** Nombreux artistes de Goma sont unanimes à remercier Radio Okapi pour avoir fait leur promotion, et gratuitement, ces 20 dernières années. Ils souhaitent la pérennité de "leur" radio.

**Nord-Kivu : après le meurtre d'un policier, la société civile plaide pour la sécurisation de Nyiragongo.** D'après la société civile de Nyiragongo, un policier de Bukumu a été criblé de balles chez lui par des criminels, le 19 février. Le mobile de cet assassinat n'est pas encore connu, et la Police déclare avoir ouvert des enquêtes. D'autre part des voleurs armés d'un village voisin, ont tenté de cambrioler une habitation dans la nuit du 20 février.

**Kasaï-Oriental : Patrice Mathias Kabeya, candidat gouverneur de l'UDPS.** Il a été désigné à l'issue des élections primaires organisées dimanche 19 février à Kinshasa par le comité électoral du parti présidentiel. Patrice Mathias Kabeya Matshi a obtenu 7 voix contre une seule pour Heritier Onoya Yoka. Le Kasaï-Oriental est parmi les 14 provinces dont les gouverneurs seront élus le 6 avril prochain, selon le calendrier réaménagé de la Ceni.

**Ituri : 18 présumés bandits arrêtés à Bunia.** Ils ont été arrêtés pendant les patrouilles de la police avec plusieurs biens volés dans des habitations. L'armée a également mis la main sur deux combattants de la FPIC

lors des combats le dimanche 20 février entre les Fardc et cette milice au village de Nderembi. La Police assure que cette opération qui vise à « sécuriser la population de Bunia contre les menaces d'attaques de ces hommes armés », va se poursuivre, en vue de démanteler tous les réseaux des criminels.

**Violation de l'accord cadre d'Addis-Abeba : la société civile invite la RDC à se retirer de la CIRGL.** « 9 ans après la signature de l'accord, la population devrait bénéficier des dividendes de ces engagements. Entre autres, ne pas assister un groupe armé, déstabiliser un autre Etat. Mais, nous constatons que le M23 bénéficie de l'appui du Rwanda et de l'Ouganda. Les indicateurs montrent que cet accord a contribué à ramener la paix, on ne devrait plus revoir le M23. Comment le M23 surgit et se retrouve dans des positions qu'on ne pouvait pas imaginer ! Celui qui gère aujourd'hui la commission de démobilisation, il est issu du M23 », déplore Etienne Kambale, le responsable de la thématique Bonne gouvernance au sein de la société civile du Nord-Kivu. Sa structure demande aux autorités congolaises la réévaluation de l'accord-cadre d'Addis-Abeba au regard des « défis sécuritaires » qui secouent encore l'Est de la RDC. Ce sont notamment les incursions récurrentes des rebelles du M23 et des armées régulières qui insécurisent les populations congolaises dans les territoires de Rutshuru, Beni et Masisi en provenance notamment des pays voisins. Pour le ministre de la Coopération régionale de la RDC, son pays se réjouit des avancées obtenues dans la « mise en œuvre de l'accord cadre d'Addis Abeba ». Il parle notamment du renforcement par la RDC de la lutte contre les groupes armés sur son territoire ainsi que la volonté affichée d'encourager les projets de développement en faveur des populations.

**Kananga : les enseignants de Tshimbulu réclament 3 mois d'arriérés de leurs salaires.** Ils déplorent le fait que Sofibank et Rawbank, déclinent toute responsabilité de payer les enseignants de Tshimbulu, alors qu'ils y étaient payés avant. Ils n'ont toujours pas perçu leurs salaires de novembre, décembre 2021 et janvier 2022. Pour décanter la situation, le directeur provincial du SOCOPE Kasai-Central a écrit à la direction générale lui demandant d'autoriser la paie manuelle de ces enseignants en attendant la désignation d'une autre banque.

**Lomami : la zone de santé de Luputa enregistre 11 cas de l'épidémie de rougeole.** D'après le chef de division provinciale de la santé, précise que plus de cents autres enfants de moins de 5 ans présentent des symptômes de rougeole depuis quelques jours. Il lie la résurgence de cette épidémie au fait que plusieurs enfants n'ont pas été vaccinés. Il ajoute que lui et ses collaborateurs sont en train de soigner les malades pour limiter le taux de mortalité.

**Nord-Kivu : retour progressif des déplacés de Nobili et Kamango.** Sur les 13.000 personnes qui se sont déplacées de Nobili et Kamango pour le camp des réfugiés de Bubukwanga en Ouganda voisin, plus de la moitié sont déjà retournés chez eux. A ce jour, on ne compterait que 1000 à 2000 réfugiés en Ouganda dont certains manifestent aussi la volonté de rentrer, indiquent les sources de UNHCR/ Beni. Sur place dans ces deux entités, ajoutent-elles, les organisations humanitaires, partenaires de UNHCR qui œuvrent dans le domaine de la santé, sécurité alimentaire, monitoring de protection, violation des droits de l'homme, protection communautaire et autres, sont à pied d'œuvre et évaluent la situation dans le cadre de ce mouvement de retour.

**Baraka : la population appelée à collaborer avec l'armée pour traquer les bandits armés dans la ville,** en lui livrant des renseignements sur les bandits armés opérant dans le quartier Kalinga Nord, à Baraka (Sud-Kivu). Cet appel a été lancé au lendemain d'une opération de traque des bandits armés dans ce quartier Kalinga Nord où les troupes des Fardc ont abattu un bandit au cours d'un échange des tirs et en ont capturé un autre.

**Kalemie : les murs de la prison centrale menacés d'écroulement.** La directrice de la prison centrale de Kalemie, dans la province du Tanganyika, alerte sur le délabrement des murs de la maison carcérale. D'après elle, la situation se dégrade avec les éboulements des terres du ravin qui avance sur les murs de la prison.

**Butembo : l'hôpital de Katwa reçoit des matériels médicaux pour faire face à certaines pathologies à caractère respiratoire.** Ce projet du gouvernement congolais a bénéficié du financement de la Banque mondiale, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Le chef d'antenne locale de la division provinciale de la santé, affirme : que ces matériels vont énormément contribuer à faire face à d'autres pathologies à caractère respiratoire. « La liste est longue, il y a des concentrateurs d'oxygène, des respirateurs, ECG, etc. Ce sur quoi je vais insister, c'est l'utilisation de ces matériels, que ces matériels soient utilisés correctement pour l'intérêt de la population ».

**Equateur : certains témoignages présentent Radio Okapi comme radio de réunification familiale.** Radio Okapi a été créée dans le contexte du conflit armé des années 1998. Conflit qui a provoqué une scission de la RDC. A l'époque, la Radio onusienne a servi de pont humanitaire entre les zones sous différentes administrations, gouvernementales et rebelles. Ainsi Radio Okapi a pris part active, particulièrement en ce qui concerne la réunification des familles des déplacés de guerre et des enfants soldats dans la province ex de

l'Equateur. Grâce encore à la radio de paix, la Croix-Rouge Belgique (CRB), a été particulièrement active dans les opérations de réunification et de réinsertion familiale des Enfants sortis des forces et groupes armés (ESFGA). Après 20 ans de service, ce lien de connexion familiale, qu'est la Radio Okapi, demeure toujours solide.

**Walikale : l'ONG BEDEWA dénonce l'immixtion des militaires dans les activités minières.** Le coordonnateur de l'ONG Bureau d'étude et d'appui au développement de Walikale fustige également des vagues d'arrestations des personnes par des militaires dans les dossiers sur l'exploitation minière et affirme qu'à cause de la présence des militaires dans plusieurs autres sites miniers, il s'observe déjà une tension entre certains exploitants et les militaires, mais aussi des cas d'abus.

**Haut-Lomami : plusieurs enfants souffrent de la malnutrition à Malemba Nkulu où le prix du sac de manioc a doublé.** Une crise alimentaire affecte le territoire de Malemba Nkulu. Cette situation entraîne des cas de malnutrition chez les enfants. Pour les uns, leurs champs de maïs ont été dévastés par les éléphants en divagation. Pour les autres, des grandes étendues de champs de manioc ont été inondées. Du coup la population se trouve confrontée au problème du manque de nourriture surtout que le maïs et le manioc constituent les principales denrées alimentaires de base pour les habitants de ce territoire.

**Chérubin Okende rassure de la matérialisation des accords signés par les gouvernements congolais et turc.** Le ministre des Transports a précisé qu'en ce qui concerne son secteur, les sept accords conclus entre les gouvernements congolais et turcs permettront la modernisation des infrastructures des transports. Il évoque notamment le port au niveau du tronçon Banana-Matadi, la route Kinshasa-Matadi qui doit être modernisée ainsi que la réhabilitation du chemin de fer Kinshasa-Matadi.

**Maniema : l'église méthodiste unie fête son centenaire.** Le premier missionnaire s'est installé à Tunda, dans le territoire de Kibombo (Maniema) pour évangéliser l'Est de la RDC, le 22 février 1922. Ce premier centenaire de l'église sera célébré au mois de juillet prochain et plusieurs activités sont prévues, a déclaré ce mardi 22 février l'évêque résident et représentant légal de cette communauté Méthodiste unie au Congo Est, Gabriel Unda Yemba.

**Mercredi 23 février.**

**Beni : 63 présumés combattants ADF transférés au tribunal militaire de garnison,** pour y être jugés. Ils sont poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel, meurtre, crime contre l'humanité et assassinat. Selon des sources judiciaires, ces combattants sont identifiés comme des Congolais, Ougandais, Burundais, Rwandais, Kenyans et Tanzaniens. Ils avaient été arrêtés entre 2017 et 2022 par les Fardc et les services de renseignements dans les zones de combat ainsi que dans les grandes agglomérations après dénonciation.

**Ituri : le gouvernement annonce le renforcement des effectifs des militaires pour imposer la paix.** Le ministre de la Défense de la RDC, rassure la population de la détermination du gouvernement à pacifier l'Ituri. Il a reconnu la nécessité de renforcer l'effectif des Fardc dans cette province. Dans le cadre humanitaire, il a annoncé l'installation d'un hôpital militaire, qui sera accompagné du déploiement du génie militaire pour aider les milliers de déplacés dans la zone notamment dans les travaux de reconstruction des infrastructures.

**Mutombo Dikembe reçoit le prix d'«Ambassadeur mondial de NBA» aux États-Unis.** L'ancien basketteur congolais Mutombo Dikembe a été honoré pour son travail abattu dans son pays natal, la RDC : la construction de l'hôpital Biamba Marie Mutombo à Kinshasa pour honorer sa défunte mère et celle d'une école dans le village Tshibombo au Kasai-Oriental, construite pour rendre hommage à feu son père et aux États-Unis d'Amérique. L'ancien pivot de la NBA, retraité depuis 2009, représente la Ligue américaine de basket-ball à travers le monde et a évolué en NBA pendant 18 ans, ce qui a fait de lui l'un des plus célèbres basketteurs africains de l'histoire.

**Election du gouverneur du Kongo-Central : 14 candidatures enregistrées.** Le processus électoral pour l'élection de gouverneur et vice-gouverneur va bon train dans la province du Kongo-Central. Bon nombre d'aspirants gouverneurs au Kongo-Central sont indépendants. La réception des candidatures se poursuit jusqu'à ce 23 février. Du 24 au 28 février, le BRTC se penchera au retrait et à la substitution des dossiers des candidats.

**Election du gouverneur du Kasai-Central : le dépôt de candidatures se clôture ce mercredi.** A Kananga, les opérations ont repris avec l'enregistrement des candidats, des témoins et des observateurs. Sur la liste journalière affichée l'on retrouve jusque-là quatre candidats et une candidate avec leurs colistiers. D'autres compétiteurs pourraient s'ajouter avant la fin de l'opération ce mercredi. **L'UDPS tient à gagner l'élection des gouverneurs**



**dans les 14 provinces et « tourner la page PPRD ».** « L'ambition est que toutes les provinces soient dirigées par l'UDPS, pour avoir la possibilité de dérouler avec cohérence notre projet de société ». Pour gagner les élections des gouverneurs, l'UDPS va aussi compter sur ses alliés de l'Union sacrée de la nation. **Le PPRD boycotte les élections de gouverneurs dans les 14 provinces.** Il ne s'agira pas d'élections, selon André Tambwe Katambwe, cadre du PPRD, mais plutôt d'un processus de cooptation et de nomination des gouverneurs. Il affirme qu'il n'y a pas une Commission électorale nationale indépendante (CENI) en RDC, qui pourra organiser des élections démocratiques, transparentes, fiables et crédibles :

**Ituri : MSF interpelle l'ONU sur l'aggravation de la situation sécuritaire et humanitaire.** Depuis plusieurs années, la population civile, les structures de santé, le personnel médical et humanitaire sont pris pour cible dans l'Est du Congo par des groupes armés. Alors que les besoins des populations vulnérables augmentent, l'espace humanitaire et l'accès aux soins pour les populations diminuent. Pour MSF, cette visite dans l'Est du pays de Jean-Pierre Lacroix, le secrétaire général adjoint de l'ONU aux opérations de paix, permettra certainement d'interpeller l'ONU ainsi que tous les acteurs nationaux, provinciaux et locaux sur l'absolue nécessité pour tous les porteurs d'armes de respecter les civils, les structures de santé et l'aide humanitaire.

**Kinshasa : Sama Lukonde inaugure le siège de la 'Représentation des étudiants du Congo' (RER).** Le Premier ministre a par ailleurs appelé à une « présence accrue de cette représentation partout » en RDC. Le président de la REC a invité les autorités de la RDC à « préparer la relève pour la gouvernance du pays », en vue de son développement. Le REC avait été créée en 2003 pour mettre fin aux conflits interuniversitaires, ramener et maintenir la paix entre les étudiants de différentes institutions, qui, à un certain moment, ne s'entendaient pas.

**Kasaï-Oriental : la ville de Mbuji-Mayi privée d'électricité depuis une semaine.** Le directeur général de la société Énergie du Kasaï (ENERKA) qui commercialise l'électricité dans la ville, explique ce désagrément par des pannes survenues sur deux machines de la centrale hydro électrique de Tshiala. Pour travailler, la société a fermé les portes en amont du canal qui amène de l'eau dans toute la centrale. **Mbuji-Mayi : la coupure prolongée d'électricité paralyse le petit commerce.** Le manque d'électricité ne fait pas les affaires des opérateurs économiques évoluant dans les domaines de terrasses et débits de boissons, les bureaux et les vivres frais. Leurs commerces sont fermés et les prix galopent sur le marché. En dehors du problème d'énergie électrique, l'eau est de plus en plus devenue une denrée rare dans des quartiers se trouvant dans la zone haute.

**Maniema : le fisc sensibilise la population au paiement de l'impôt foncier.** L'impôt foncier vise à déterminer les propriétaires des superficies de terres battues et non battues ainsi qu'à donner à l'État des moyens de réaliser sa politique de développement, selon le directeur de la Direction générale des recettes du Maniema.

**La « détermination commune entre la Monusco et les Fardc porte ses fruits » (Jean-Pierre Lacroix).** « Ici au Nord-Kivu, il y a un travail très actif qui est mené en ce moment, notamment au niveau de la réponse sécuritaire, avec une bonne coordination qui s'est établie avec les Fardc et qui ont, elles-mêmes, un partenaire voisin qui travaille avec elles. Je crois que cette détermination commune porte ses fruits. (...) Nous sommes tous lucides, ça prend du temps. (...) Nous réaffirmons notre appui de manière régulière, notre engagement pour à la fois être déterminés en même temps savoir que ce ne sont pas des problèmes qui se règlent en quelques semaines ou en quelques mois », a affirmé le secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des opérations de maintien de la paix, à Goma, après l'entretien qu'il a eu avec le ministre de la Défense et le gouverneur du Nord-Kivu, lieutenant général Constant Ndima. Jean-Pierre Lacroix revenait de Bunia (Ituri). Avant de s'envoler pour Kinshasa, il a visité mercredi le Centre de coordination des informations entre la Monusco et les Fardc, construit par la Monusco à l'aéroport de Goma.

**La RDC et la Zambie discutent de la réhabilitation de la route Kolwezi-Solwezi.** Cette route, qui part de Kolwezi débouche par le village de Sakabinda, à la frontière avec la Zambie sur une distance de 91 kms. Et la ville zambienne de Solwezi est à 85 kms de Sakabinda. Cette route est un raccourci par rapport à celle qui part de Kolwezi passant par Lubumbashi avant de traverser la frontière de Kasumbales ou encore celle de Sakania dans le Haut Katanga. Une fois ce projet réalisé, les opérateurs économiques, gagneront en temps et en argent. En outre, certains commerçants du Lualaba pourraient également joindre la ville zambienne de Solwezi.

**Sud-Ubangi : l'absence d'une banque de crédit agricole, l'un des défis de nouveaux animateurs de la FEC.** Si la nouvelle équipe se penche sur la question de la banque agricole, elle permettrait de financer le secteur café-cacao, socle de l'économie de la province. Autres défis à relever : le mauvais état des routes et l'insécurité à la frontière, empêchant l'exportation des produits du Sud-Ubangi vers l'Afrique de l'Ouest. Le conflit de taxes imposées aux acheteurs de café et cacao, entre les deux provinces sœurs du Nord et du Sud-Ubangi, ainsi que les tracasseries des services d'assiette, pour raison de maximisation des recettes provinciales, un autre défi à relever.

**Baisse de trafic sur la route Ituri - Ouganda à la suite d'attaques de la milice CODECO.** La Codeco a intensifié depuis un mois ses attaques armées sur le tronçon Bunia-Mahagi-Paidha vers l'Ouganda. Ces attaques affectent sensiblement le trafic sur ce tronçon routier. Ils demandent au gouvernement de renforcer la sécurité sur cette route, qui permet de ravitailler la province en produits de première nécessité en provenance de pays voisins.

**Kwilu : un homme mort et plusieurs maisons incendiés à la suite d'un conflit foncier entre deux clans.** Un homme du clan Lukieye a été abattu en pleine forêt par les gens du clan Mufuku, six maisons ont été incendiées et la psychose a élu domicile dans le chef de la population locale. L'élu de Bulungu en appelle à la responsabilité des autorités compétentes et appelle également la population de cette contrée au calme et à la tolérance.

**Le PPRD boycotte les élections de gouverneurs dans les 14 provinces.** Il ne s'agira pas d'élections, selon André Tambwe Katambwe, cadre du PPRD, mais plutôt d'un processus de cooptation et de nomination des gouverneurs. Il affirme qu'il n'y a pas une Commission électorale nationale indépendante (CENI) en RDC, qui pourra organiser des élections démocratiques, transparentes, fiables et crédibles.

**« Radio Okapi doit procéder à une refondation totale de ses objectifs », recommande Eve Bazaiba.** « Radio Okapi a été rattrapée par d'autres moyens de communication. Radio Okapi est rentrée maintenant dans les émissions pour la proposition des questions sociales et culturelles pour faire parler aussi la population ». Raison pour laquelle, la ministre de l'Environnement et du Développement durable, appelle Radio Okapi à « procéder à une refondation de ses objectifs, comme par exemple, des thématiques fédératrices du genre. Nous sommes dans la problématique de réchauffement climatique il y a la donne de la dimension genre et la donne de la paix qui est tout à fait permanente ». **Une frange de la population de l'Ituri plaide pour sa pérennisation.** D'après eux, les divers programmes de la radio de la Paix, centrés sur des messages paix et la cohésion sociale ont permis d'apaiser les tensions lors des crises intercommunautaires. « Elle est arrivée en 2003 au plus fort de la crise avec des discours centrés sur la pacification, la cohésion. Elle nous donnait les nouvelles de l'ensemble de la province».

**Sud-Kivu : des quais d'accostage construits à Kalehe.** L'administrateur du territoire explique que : «Ces ports vont booster le développement de Kalehe. S'agissant de l'évacuation des produits agricoles, ça va nous aider un peu à évacuer à partir du littoral. Tout ce que la population produit de Kasheke jusqu'à Minova peut être évacué facilement à Bukavu et à Goma». La société civile, plaide également pour la réhabilitation des routes nationales 2 et 3, pour assurer une meilleure connectivité de Kalehe. Ce territoire se situe à la limite du Nord et Sud-Kivu.

**TENAFEP : les inspecteurs Kwilu 2 réclament leur rémunération des exercices 2019-2020 et 2020-2021.** Le président du syndicat de ces inspecteurs basé à Kikwit, a fait savoir qu'ils ont travaillé pendant ces deux sessions du Test national de fin d'études primaires dans des conditions très difficiles, mais n'ont jamais été payés. Si la situation n'est pas décantée, les inspecteurs ne vont pas se déplacer pour le TENAFEP 2022.

**Maniema : l'or échappe au contrôle de l'Etat, dénonce le SAEMAPE.** « Le problème ce qu'au niveau du Maniema nous n'avons pas des comptoirs d'achat d'or. C'est ce qui explique que le Maniema produit de l'or, mais quand on regarde au niveau national, on constate que le Maniema ne produit pas parce que le Maniema n'exporte pas. S'il y avait des comptoirs d'or cela serait différent. Mais aujourd'hui, nous cherchons à assurer une traçabilité de cet or-là à partir des puits, voir qui achète cet or-là et où est ce qu'ils acheminent l'or ».

**La préparation de prochaines élections au centre des échanges entre J-Pierre Lacroix et les présidents du Parlement.** « Nous avons parlé de la prochaine échéance démocratique notamment, la préparation des élections, les défis et le travail qui sont à faire et la disponibilité des Nations unies pour répondre de mieux que nous pourrions aux sollicitations qui ont été faites par les autorités auprès de l'organisation. Je crois qu'une mission sera déployée prochainement en RDC pour étudier un peu plus dans les détails la manière dont nous pourrions répondre à cette demande. Je sais qu'au Parlement il y aura des travaux qui seront fait dans ce sens», a déclaré le secrétaire général adjoint des Nations-unies en charge des opérations de maintien de la Paix. Il a salué le travail que fait le centre de coordination entre les Fard et la Monusco. Il a aussi rappelé la mission de la protection des civils par la Monusco.

**Pour des raisons financières et d'inclusivité, la CENI reporte les élections des gouverneurs au 6 mai.** Au total, 67 dossiers de candidatures ont été déposés. Aucune candidature n'a été réceptionnée à la province de la Lomami. Cependant, précise la Ceni, vu le report de ces scrutins, la période d'enregistrement est prolongée jusqu'au 24 mars. Les listes provisoires seront rendues publiques le 2 avril tandis que celles définitives devront être dévoilées le 21 avril. La Ceni avait initialement prévu l'élection des gouverneurs au 6 avril prochain.

**Menace des crocodiles sur la rivière Lukuga : la population du Tanganyika appelée à la prudence.** Cette population a signalé la présence de plus en plus fréquente des crocodiles en dehors de la rivière. Le gouvernement, prend des dispositions pour que la population soit sécurisée pas seulement face aux crocodiles, mais aussi face aux éléphants qui sont signalés dans d'autres territoires notamment Manono et Kabalo. Une unité de Rangers de l'ICCN sera mise en place pour sécuriser les habitants tout en respectant l'environnement.

**Jeudi 24 février.**

**RDC-Burundi : Tshisekedi et Ndayishimiye réaffirment leur volonté d'éradiquer « les groupes terroristes » dans l'Est de la RDC,** notamment par l'opérationnalisation de l'état-major intégré. Au sujet des échanges commerciaux, les deux hommes d'Etat ont réitéré leur adhésion aux projets d'intégration régionale. Il s'agit notamment du chemin de fer Uvinza Musongati-Gitega Buja-Uvira-Kindu, du projet de construction d'un pont reliant la province Cibitoke et Bukavu, ainsi que de l'exploitation agricole de la plaine de la Ruzizi.

**Kinshasa : ouverture ce jeudi du 10e Sommet des pays signataires de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba.** Lors de cette conférence, les dirigeants de la région des Grands Lacs vont évaluer les progrès et les problèmes enregistrés dans la mise en œuvre de l'accord signé à Addis-Abeba il y a neuf ans. Le Premier ministre Jean-Michel a insisté sur l'évaluation de cet accord : « Une évaluation devra être faite du point de vue des engagements, des uns et des autres. Et puis nous assurer que là où il y a encore des efforts à faire, que les pays qui sont avec nous dans le cadre de ce sommet, vont prendre l'engagement d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Pour nous, le plus important est que nous ayons des efforts accrus sur les groupes armés et les forces négatives ».

**L'accord-cadre d'Addis Abeba est « déséquilibré » en défaveur de la RDC, dénonce Lamuka dans une lettre à l'ONU.** « Tout le monde est d'accord qu'il y a neuf ans, une « fenêtre d'opportunité » s'était ouverte pour permettre la mise en place des réformes. Cependant, dès le départ, plusieurs observateurs avaient pensé que l'accord d'Addis-Abeba comportait de graves lacunes. À titre d'exemple, cet accord ne mentionnait des engagements spécifiques que pour la RDC. Le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda qui ont tous des problèmes internes à la base de la déstabilisation de la RDC n'ont pas été inclus ou responsabilisés. Le besoin de 'réconciliation nationale, de tolérance et de démocratisation' n'est pas unique à la RDC. Au contraire, il est nécessaire pour tous les pays de la région » Lamuka se demande encore dans la même lettre : « Comment peut-on raisonnablement exiger de la RDC qu'elle renforce la coopération régionale, y compris par l'approfondissement de l'intégration économique avec une attention particulière portée à la question de l'exploitation des ressources naturelles ? Les Congolais s'interrogent sur l'intention réelle qui sous-tend cet engagement ». Neuf ans après la signature de cet accord, poursuit Lamuka, les trois premiers engagements n'ont toujours pas été concrétisés. A savoir : ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats voisins, ne pas entretenir, ni fournir aucune assistance ou soutien quelconque aux groupes armés et respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États voisins.

**Procès Chebeya et Bazana: les parties civiles réclament 625 millions USD d'indemnisation.** « Partant du fait que les faits ayant été commis depuis le 1er juin 2010, jusqu'à ce jour, les parties civiles n'ont jamais reçu un quelconque franc congolais au titre de dédommagement. C'est ainsi qu'elles ont estimé réévaluer tout ce qu'il leur avait été accordé par la Haute Cour militaire », a-t-il poursuivi Me Peter Ngomo, indiquant que l'Etat congolais était reconnu civilement responsable de ce double crime. Le réquisitoire du ministère public et les plaidoiries des parties prévenues sont ainsi attendus à l'audience du mercredi 2 mars prochain.

**Kwilu : coup d'envoi des travaux de réhabilitation de la voirie urbaine à Bandundu.** Selon les sources de l'Office de voirie et drainage dans le Kwilu, ces travaux de réhabilitation vont consister à bétonner une partie de l'avenue Kwango sur 100 m linéaires et à recharger en latérite tous les points chauds posant des problèmes sur une distance de plus de 3 000 m linéaires. Outre l'avenue Kwango, il sera aussi question de la suppression des bourbiers, suivi du rechargement en latérite sur l'avenue Wamba. Du côté des usagers, certains d'entre eux saluent le début de ces travaux et souhaitent qu'ils soient terminés « dans un plus bref délai ».

**Election du gouverneur du Kasai-Central : 8 candidats enregistrés à la Ceni.** Huit candidats sont dans la course de la prochaine élection du gouverneur du Kasai-Central, a annoncé, le 23 février à Kananga, le secrétaire exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante.

**Souhait du gouverneur intérimaire du Maniema : « Il faudrait que Radio Okapi ne soit pas démantelée ».** « Radio Okapi est une radio au service de la paix et de la réconciliation et aucun Congolais ne pourra oublier cette radio au vu du rôle qu'elle a joué dans l'histoire de notre pays ». Selon lui, cette chaîne contribuait à

l'épanouissement de la jeunesse de la RDC à travers ses émissions : Parole aux auditeurs, Dialogue entre Congolais, dans le cadre politique, et des émissions interactives culturelles. **20eme anniversaire de Radio Okapi : Mgr Fulgence Muteba salue « le fait de mettre les Congolais en dialogue permanent**, de mettre les Congolais devant leurs responsabilités pour qu'advienne la paix dans notre pays (que) c'est vraiment un plus pour Radio Okapi », a affirmé l'archevêque de Lubumbashi. Il encourage par ailleurs ce media a faire « davantage des investigations de terrain pour apporter une information vraie, vérifiable mais aussi de sortir aussi d'une espèce de neutralité diplomatique pour aborder des questions avec un peu plus de force, avec un peu plus d'objectivité et ainsi de continuer à éduquer à la paix et à la démocratie ».

**Modeste Bahati à Lacroix : « Nous sommes très préoccupés par la situation sécuritaire dans l'Est de laRDC»** M. Lacroix a aussi eu des discussions avec la majorité parlementaire, réunie dans la plateforme politique de l'Union sacrée ainsi que l'opposition politique, le Front commun pour le Congo (FCC). « Nous sommes aussi préoccupés par les questions de développement, mais aussi le processus électoral. Nous avons tenu à affirmer que le Chef de l'Etat est résolument engagé pour qu'on organise les élections dans le délai constitutionnel ». Jean Pierre Lacroix s'est aussi entretenu avec la délégation du FCC. Pour le FCC, l'accent devrait être mis sur la préservation des acquis de l'alternance démocratique par la tenue prochaine d'élections démocratiques et inclusives.

**Mbandaka : les autorités promettent de renforcer la sécurité, après le meurtre d'un jeune homme.** Une douzaine d'hommes armés non identifiés ont fait irruption dans la maison de la victime, cambriolant et tuant le jeune homme chez lui, rapporte son jeune frère. La police a mis la main sur un présumé membre de la bande des assassins. Il est passé aux aveux et a promis de dénoncer ses complices.

**Goma : plus de 860 enfants guéris de pied-bot remis à leurs parents.** C'est l'ONG Hope-Walks (ou Espoir de marcher), en collaboration avec l'hôpital Heal-Afrika, qui ont organisé cette prise en charge. Les parents qui ont reçu leurs enfants traités, pendant plus au moins cinq ans, doivent servir des sensibilisateurs pour ceux-là qui gardent encore les enfants handicapés du pied-bot à la maison, afin qu'ils les amènent à l'hôpital pour être soigné.

**Kindu : vulgarisation du code de conduite de l'enseignant.** Cette formation vise également à contribuer efficacement à la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de l'éducation. Il sera également question d'élaborer les plans d'action opérationnels de la province éducationnelle Maniema 1, pour l'exercice 2022-2024.

**Sud-Kivu : marche des habitants de Kamituga pour réclamer la réhabilitation de la nationale numéro 2.** La dégradation de cette route entraîne des conséquences sur le quotidien de la population : rareté des produits de première nécessité et hausse du prix de transport, notamment. Les voitures et les bus n'arrivent plus à Kamituga.

**Pollution minière à Fungurume : la santé de la population en danger, alerte le SARW.** L'usine à chaux de la compagnie TFM de la multinationale China Molybdenum a des impacts négatifs sur l'environnement et la santé de la population du village Kabombwa à Fungurume, province du Lualaba. C'est ce que révèle le rapport de l'Observatoire des ressources naturelles en Afrique australe (SARW RDC) dans un rapport publié le 22 février. D'après ce rapport, les résultats des analyses des laboratoires sont préoccupants. Les populations connaissent des irritations cutanées, des problèmes respiratoires ; il y a la pollution de l'eau, de l'air, l'assèchement des rivières, etc. « Il faut prendre la décision de délocaliser cette population. Il faut que l'entreprise prenne en charge tous ces cas-là de maladie et il faut une nouvelle enquête des spécialistes en santé. Et nous avons dit que l'entreprise TFM devrait mettre en place une politique de monitoring permanent des eaux et de la qualité de l'air afin de prévenir ces genres d'impact environnementaux. Les standards environnementaux de TFM étaient au top. Mais on remarque qu'avec les Chinois le standard a baissé »

**Ituri: environ 6 000 personnes recrutées par le Fonds social de la République pour les travaux d'entretien,** des rues de différents quartiers de la ville de Bunia et à l'intérieur de la province. Selon la cheffe d'antenne de cette institution publique en Ituri, c'est dans le cadre du projet STEP 2 qui a pour objectif de fournir une aide financière aux personnes vulnérables affectées par les conflits qui déchirent la province depuis 4 ans. Depuis le 15 février dernier, ces hommes et femmes sont déployés chaque matin dans les 24 quartiers de la ville de Bunia pour nettoyer, aplanir et réaliser d'autres travaux d'entretien de rues. Parmi eux, des déplacés de guerre qui ont fui les atrocités des groupes armés, des jeunes désœuvrés, mais aussi des veuves et d'autres personnes vulnérables.

**Procès des ADF : le RCD/ KML pour l'ouverture d'autres procès impliquant des personnalités ayant des liens avec des ADF.** Le secrétaire général du RCD/KML Beni, s'est réjoui du début depuis quelques jours, du

procès public d'une soixantaine de présumés combattants ADF et leurs collaborateurs : « Il n'y avait aucune raison de continuer à les garder en prison alors qu'un procès permet d'en savoir un peu plus sur leur organisation, leur circuit de ravitaillement et sur les complicités dont ils bénéficient ». Ils sont poursuivis pour plusieurs infractions graves, notamment participation à un mouvement insurrectionnel, meurtre, crime contre l'humanité et assassinat.

**Kananga : la nouvelle société civile alerte sur la menace de la route Nganza.** A l'entrée de la municipalité, la route est en train de se couper avec une érosion créée par les dernières pluies. Plusieurs têtes d'érosions sont également signalées sur la ville de Kananga, situation due aux eaux de ruissellement qui ne sont pas bien canalisées, s'est enfin indigné le coordonnateur national de la Nouvelle société civile congolaise.

**Djugu : 5 personnes enlevées par des groupes armés, renseigne l'ONG Unadi.** Deux filles de 16 et 13 ans ont été prises en otage par Codeco au village de Biba, en chefferie de Mambasa. En représailles, la force d'autodéfense Zaire a kidnappé deux filles dans la localité de Nizi et un commerçant du village de Kpata-Kpata. L'Unadi, structure qui regroupe les 21 communautés de l'Ituri, condamne ces actes qui suscitent des tensions tribales.

**Vendredi 25 février.**

**Grands Lacs : les chefs d'Etat décident de s'attaquer aux causes et aux facteurs de conflit et d'instabilité dans la région.** Ils ont aussi adopté d'autres résolutions portant notamment sur la promotion du dialogue et des processus politiques inclusifs, le renforcement de la coopération sécuritaire et judiciaire contre les forces négatives, la promotion de l'intégration régionale ainsi que la promotion du rôle des femmes, des jeunes et de la société civile.

La rencontre a également permis aux parties prenantes à réaffirmer leur détermination dans la mise en œuvre de l'accord-cadre d'Addis-Abeba. **Consolider la paix.** « Poursuivons nos efforts pour consolider la paix et la sécurité dans la région et également pour rapprocher nos peuples par des projets intégrateurs qui vont très sûrement assurer le bien-être et le développement à nos peuples respectifs », a exhorté le Président Félix Tshisekedi dans son message de clôture de la dixième réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba. Sept Chefs d'Etat ont pris part au Sommet de Kinshasa : de l'Ouganda, du Congo Brazzaville, de la RCA, de l'Angola, de l'Afrique du Sud, du Burundi et de la RDC. Le Rwanda, la Tanzanie et le Soudan ont été représentés par leurs Premiers ministres et le Kenya et la Zambie, par leurs ministres de la Défense. La 11e réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-Cadre d'Addis-Abeba se tiendra au Burundi.

**Maniema : plus de 1,6 million de personnes en insécurité alimentaire (INS).** Le territoire le plus exposé est celui de Kabambare. Ces études montrent que parmi les 54% de ménages affectés, 26% sont en insécurité alimentaire sévère. Selon le directeur de l'Institut national de la statistique (INS), à la base de cette insécurité alimentaire, « il y a les causes conjoncturelles, dont les chocs subis par les ménages, la persistance des poches de l'insécurité ; il y a l'effet de la pandémie de la COVID-19, il y a des ravageurs, les maladies des plantes, diverses maladies des bétails. On ne peut pas aussi négliger la destruction des cultures par les animaux sauvages ». Le gouverneur intérimaire du Maniema a appelé à la mobilisation de tous pour lutter contre ce fléau.

**« Quittez la brousse, enrôlez-vous officiellement au sein de l'armée », message des Fardc aux groupes armés de Lubero.** « Le seul mécanisme le plus efficace est la collaboration entre l'armée et sa population. Au-delà des ADF qui commettent des actions terroristes dans notre région de Beni, il y a aussi les enfants du terroir qui se sont enrôlés dans les groupes Maï-Maï et qui profitent pour commettre d'exactions. Aujourd'hui nous avons mis la main sur plus de 5 jeunes qui se réclament des Maï-Maï dans le Bashu et malheureusement qui tuent leurs frères. Personne ne peut comprendre ça, comment un Congolais peut tuer un Congolais pour ses intérêts, on n'arrive pas à comprendre. Le seul message que je peux lancer aux jeunes qui n'arrivent toujours pas à comprendre, c'est que la vie humaine est sacrée, même leur vie est sacrée. Donc, ils doivent comprendre et quitter vite la brousse, et regagner le milieu pour le développement de leur région », a déclaré le porte-parole des Fardc de la région.

**Beni : des barrières illégales entretenues par des militaires sur l'axe Beni-Mambasa.** La route Beni-Mambasa, long de 153 km, qui passe par Mangina et Byakato compte plus de vingt barrières, ont indiqué le 24 février, les conducteurs de motos et de voitures rencontrés au parking de Kanzuli à Beni. Ces derniers déplorent que, ces barrières soient érigées sur des anciennes positions militaires qui jadis servaient à sécuriser ce tronçon routier. « Elles constituent à ce jour, une source des tracasseries où tout conducteur de moto ou de voiture doit

déboursier une somme allant de cinq cents à deux mille Franc congolais, avant de franchir la barrière », rapportent ces motards.

Des tracasseries sur l'axe Beni-Mambasa ne sont pas que l'œuvre des militaires. Au niveau des différents carrefours, ce sont des éléments de la police de circulation routière réclament aussi les mêmes montants.

**Kinshasa : l'Université Bel Campus propose un plan d'émergence pour la RDC.** Il s'agit de notamment développer le capital humain, la gouvernance et les infrastructures. Le fondateur et président du conseil d'administration de Bel Campus explique l'importance de ce travail : « Pour l'émergence, il faut d'abord qu'il y ait un plan de développement, un plan d'émergence qui doit embrasser tous les secteurs du pays. Cela va de la gouvernance institutionnelle en passant par tous les secteurs : l'agriculture, les mines, le transport, etc. » C'est pourquoi « ce travail scientifique permet au gouvernement et aux autorités de l'Etat de travailler d'une façon ordonnée, et surtout, ce qui ne se faisait pas avant, le plan d'émergence que nous avons proposé donne les indications précises, où l'Etat peut chercher les financements nécessaires pour la mise en œuvre de ce plan d'émergence. » Dénommé « Réformes majeures proposées dans le plan du Congo démocratique émergent (PCDE), ce plan de développement compte plus de 1300 pages.

**Sud-Kivu : la Monusco inaugure trois projets en faveur de la prison d'Uvira.** La Monusco a procédé le 24 novembre à la remise des ouvrages du projet boulangerie, d'une unité de pêche et d'un bâtiment réhabilité devant servir de quartier pour femmes à la prison urbaine Mulunge, à Uvira (Sud-Kivu). Les détenus de la prison d'Uvira peuvent désormais manger les pains fabriqués dans leur propre boulangerie et les poissons pêchés par eux-mêmes, sur les eaux du lac Tanganyika. En plus de lutter contre la malnutrition criante à la prison, ces produits sont revendus à la population en dehors de la prison. Une manière de rendre ces détenus utiles, malgré leur détention.

**Haut-Lomami : près de 140 écoles écroulées à la suite des pluies diluviennes.** De fortes pluies ont causé d'énormes dégâts dans les cinq territoires de la province du Haut-Lomami. Le secteur le plus touché est certes l'éducation : 136 écoles écroulées et plus de 10 000 élèves en dehors de l'école. Cette catastrophe naturelle vient aggraver la situation précaire des habitants, dont les champs ont été détruits par des pachydermes. En dehors des infrastructures scolaires, certaines structures sanitaires ont été également touchées par ces pluies diluviennes.

**Bunia : au moins 5 morts en 2 mois à la prison de Mambasa.** Quinze détenus sont décédés depuis le début de cette année à la prison centrale de Mambasa a indiqué le 24 février la société civile locale. Mais des sources pénitentiaires parlent de cinq morts. Cette prison compte plus de cinq cents détenus. La plupart sont de détenus préventifs qui ont déjà totalisé 10 à 16 mois sans être jugés. De nombreux détenus souffrent de malnutrition, faute de subventions du gouvernement. L'année dernière, 131 prisonniers étaient morts dans cette prison.

**Amadou Ba : « Radio Okapi est une radio nationale qui a su être parfaitement aussi une radio de proximité»**

Pour le chef de section de la Communication stratégique de la Monusco à Goma, Amadou Ba, le fait d'être une radio nationale mais aussi une radio de proximité est un défi remporté ces vingt dernières années par la « Fréquence de la paix », grâce à ses stations provinciales et ses différents correspondants. « La proximité est fondamentale pour la qualité de l'information du citoyen. Face à la globalisation que nous vivons en ce moment, il est indispensable plus que jamais de lui offrir une alternative médiatique de qualité et de proximité". Il est finalement d'avis que «Radio Okapi demeure l'une de rares stations en RDC qui permet à l'immense majorité de la population de s'exprimer, de s'informer sur les grands mais aussi sur les petits événements. » **Bintou Keita : « Le succès de Radio Okapi est la combinaison de plusieurs facteurs ».** La cheffe de la Monusco en a profité pour remercier les auditeurs et les internautes qui suivent les programmes de Radio Okapi. « Vous êtes plus de 24 millions par semaine et quotidiennement vous écoutez la radio okapi. Pourquoi écoutez-vous Radio Okapi ? Parce que il y a de la bonne musique, de l'information et aussi des débats, et quelques fois des débats un peu chaud, donc vous qui écoutez auditeurs, auditrices, bon anniversaire ! Mais c'est grâce à un émaillage de 42 émetteurs FM que vous pouvez écouter sur tout le territoire de la RDC radio Okapi et il est important que cela puisse continuer. Mais pour que vous ayez vos programmes tous les jours, il y a des équipes formidables dans dix villes du pays y compris bien sûr Kinshasa, qui travaillent pour produire vos programmes journaliers. Bon anniversaire aux équipes de Radio Okapi. Vous faites un excellent travail depuis 20 ans ».

**Beni : la culture de manioc attaquée par des insectes ravageurs.** « Depuis 3 mois, la culture de manioc est attaquée par les homoptères. Ces insectes se développent sur la tige et les jeunes feuilles. Etant donné que la culture du manioc est de grande valeur économique dans la région et qu'il est consommé de plusieurs manières par la population locale, nous craignons une famine dans les jours futurs », indiqué l'agronome de la chefferie de Bashu,

**Bukavu : l'UFF lance une campagne de sensibilisation pour l'éducation des enfants vivant avec handicap.** Pour l'ONG Union fait la force (UFF), cette initiative part du constat de l'exclusion du circuit scolaire de plusieurs enfants avec handicap physique au Sud-Kivu. Une situation qui constitue une violation de certains prescrits légaux, notamment l'article 43 de la constitution qui indique que toute personne, a droit à l'éducation. « A l'issue de cette campagne, nous espérons que les parents qui ont des enfants avec handicap, seront sensibilisés et auront conscience que, même si l'enfant est handicapé, il peut partir à l'école, et a droit à l'éducation » Cette campagne va durer deux semaines et va se dérouler dans les communes de Kadutu et de Bagira à Bukavu et dans la ville d'Uvira, avec l'appui financier de l'ONG War Child Canada.

**Samedi 26 février.**

**Jean-Pierre Lacroix : « La situation sécuritaire en Ituri et au Nord-Kivu est encore très préoccupante ».** « La situation sécuritaire dans ces provinces de l'Est est encore très préoccupante. Il y a plusieurs situations dans ces provinces qui sont traditionnellement des foyers de tension. Qu'il s'agisse de l'Ituri où les zones où les ADF opèrent, le Grand-Nord, le petit Nord, le Sud-Kivu, en ce moment, il y a une sorte de concomitance, c'est-à-dire qu'il y a des poussées de tensions dans toutes ces zones en même temps. Les conséquences pour les populations sont très graves », explique Jean-Pierre Lacroix. Face à cette situation, les Nations Unies, aux côtés des Fardc, mettent en place des dispositifs pour mettre fin à cette insécurité. Il ajoute ce qui suit : « Il y a ce travail d'appui, de soutien et de coordination avec les Fardc. Il y a l'adaptation de notre outil à la fois sécuritaire avec davantage de unités qui sont mobiles, qui peuvent réagir rapidement, on travaille aussi sur l'information, l'intelligence parce qu'il faut être capables d'anticiper les menaces, ça permet d'avoir plus d'efficacité. Il y a aussi des sujets systémiques comme l'exploitation illégale des ressources naturelles, le phénomène du terrorisme, ... ce sont des phénomènes régionaux et ils doivent être traités à l'échelle régionale. La coopération régionale est fondamentale».

**Kwamouth: le mauvais état du bâtiment de l'institut Mubanzila perturbe le calendrier scolaire.** Le préfet des études de cet établissement scolaire public, indique que cette école qui est construite en chaumes et en briques en terre est très délabrée. Les jours de pluie, les élèves restent à la maison ou s'ils étaient déjà en classe, ils rentrent chez eux en vue d'éviter tout incident. Du coup, tous les enseignements ainsi que d'autres activités scolaires prévues sont reportés. Cet état des choses a des répercussions sur le calendrier scolaire. A l'institut Mubanzila, ils n'existent pas de bancs. Les élèves se mettent sur des troncs d'arbres taillés.

**Maniema : 3e jour de grève dans les écoles primaires publiques de Pangi.** Ces enseignants réclament le paiement de leurs primes de gratuité du mois de décembre 2021, le paiement des salaires des enseignants actifs mais non encore payés par l'état, appelés « NP et NU » dont le paiement est prévu dans les frais dits « de solidarité», et le paiement des arriérés des frais de fonctionnement de leurs écoles pour les mois de mars, août et novembre 2021. Les enseignants de ce territoire conditionnent la reprise des activités par la réponse à leurs revendications.

**Kinshasa : la CDT exige la réhabilitation de la prime et une politique de rémunération incitative des agents de la DGI.** Dans un point de presse le 25 février à Kinshasa, le président de la Confédération démocratique des travailleurs (CDT), a regretté que «le personnel de la Direction générale des Impôts, (DGI), ne bénéficie pas d'un retour de l'ascenseur proportionnel nonobstant les recettes réalisées. Il y a absence d'une politique rémunératrice d'encouragement conséquente susceptible de maintenir cette mobilisation accrue des recettes». La centrale syndicale demande la régularisation du statut des agents restés longtemps sans position.

**Kasaï-Central : la SCED s'oppose aux reports à répétition de l'élection des gouverneurs des provinces.** La Société congolaise pour l'Etat de droit (SCED) juge non convaincants les deux motifs brandis, à savoir le respect de la procédure de décaissement des fonds à la Banque centrale du Congo (BCC) et le souci d'inclusivité. La SCED, propose une procédure d'urgence, en ce qui concerne le décaissement des fonds. S'agissant du principe d'inclusivité : « Nous estimons que ce sont des motifs qui n'ont pas été suffisamment motivés et notre sentiment est que la société congolaise commence à émettre des doutes sérieux sur l'intégrité et l'indépendance de la Ceni.»

**Contentieux minier et pétrolier: la RDC et Ventura signe un accord à l'amiable.** Conformément aux instructions du Président de la République, cet accord permet à l'État congolais de récupérer les actifs miniers et pétroliers litigieux du groupe Ventura, détenu par l'homme d'affaires israélien, Dan Gertler, en RDC. « C'est une première historique pour le pays qui se réapproprie ainsi des actifs dont la vente avait été remise en cause. L'État congolais va donc revaloriser ces actifs au profit exclusif de la population, selon la vision du Chef de l'État ».

**Beni : le ministère public requiert des peines lourdes contre des présumés ADF et Mai-Mai.** Tous ces prévenus sont passés aux aveux pour leur participation aux mouvements insurrectionnels des ADF et MaiMai. Parmi les combattants ADF se trouvent un rwandais et une kenyenne arrêtés par les Fardc dans les zones de combat en 2020. Le ministère public a demandé au tribunal d'établir en fait comme en droit l'infraction de participation à un mouvement insurrectionnel et de condamner tous ces prévenus selon son réquisitoire.

**Maniema : le ministre de l'Economie plaide pour la relance de Banro et Sakima.** « Nous avons un problème, la province est enclavée. On y travaille ; parce qu'aujourd'hui (la province du) Maniema pour qu'elle soit opérationnelle totalement, il faudrait que le chemin de fer soit opérationnel sur la voie Kinshasa-Lubumbashi, Kinshasa-Kalemie et également de Ubundu à partir de Kisangani. Selon les dernières informations que j'ai eues il y a des problèmes au niveau de Nyunzu, où l'érosion menace la voie ferrée et au niveau d'Ubundu il y a également de petits soucis. J'ai eu à discuter avec le DG de la SNCC avant de descendre ici ; je crois qu'il y aura des solutions d'ici-là ».

**Nord-Kivu : une embuscade sur la route Butembo-Goma fait 3 blessés.** Un minibus de transport en commun en provenance de Butembo pour Goma, ayant à son bord 16 passagers est tombé dans une embuscade d'hommes armés, le 25 février. La société civile de Kirumba a affirmé que ces coupeurs de route ont dépouillé les passagers de tous leurs biens de valeur. Ils ont blessé trois d'entre eux à la machette.

**Ituri: la Monusco sensibilise la population de Komanda sur le retour de la paix.** Des chefs coutumiers, des leaders communautaires, des structures d'encadrement des jeunes et des femmes des chefferies de Walese Vonkutu et Basili, regroupés à Komanda, ont été sensibilisés sur leur implication au retour d'une paix durable dans leur contrée. La section des affaires civiles de la MONUSCO leur a aussi informé sur le mandat de la mission onusienne « qui ne doit pas se substituer au Gouvernement Congolais à qui incombe la responsabilité première d'assurer la protection de la population civile ». Elle a également incité les membres des comités locaux de protection à faire remonter les alertes sécuritaires auprès des services compétents, en vue d'interventions plus rapides.

**Kwilu: vaccination anti COVID-19, rupture de vaccin Pfizer.** La campagne de vaccination de routine anti COVID-19 a débuté le 21 janvier dernier à Kikwit et Bandundu, les deux principales villes de la province, avec seulement deux types de vaccins, à savoir Johnson and Johnson et Pfizer. Kikwit a déjà vacciné 2 558 personnes avec ces deux types d'antigènes, tandis que la ville de Bandundu n'a vacciné que 504 personnes avec Johnson. Le ministre provincial de la santé, appelle la population à continuer de se faire vacciner pour se protéger et protéger les autres contre le coronavirus, qui « existe encore malgré la tendance à la baisse des cas observée ».

**Mbuji-Mayi : la Fondation « Panda Wetu » distribue gratuitement de l'eau potable à la population.** La ville de Mbuji-Mayi dans le Kasai-Oriental vit une pénurie d'eau potable, à la suite des pannes des machines de la centrale hydroélectrique de Tshiala. Face à cette carence, la Fondation « Mpanda Wetu » approvisionne gratuitement certains quartiers en eau potable au moyen des camions citernes. Pour mettre fin à la pénurie d'eau potable, la Fondation Mpanda Wetu s'est lancée dans le forage des puits d'eau dans la ville.

**Kinshasa : Félix Tshisekedi lance la 12eme Conférence diplomatique de la RDC.** Le Chef de l'État a ouvert samedi 26 février à Kinshasa les travaux de la 12eme Conférence diplomatique de la RDC. La diplomatie est un des piliers du plan de redressement du pays pour attirer les investisseurs et briser l'isolement de la RDC, a affirmé, à cette occasion, Félix Tshisekedi. Cette année, la conférence diplomatique a été placée sous le thème suivant : "la diplomatie au service du développement de la RDC et de la paix".

**Lubumbashi : 180 projets des jeunes bénéficient de financements de la Banque mondiale.** Au départ, 255 jeunes avaient été présélectionnés. Ils sont passés par le renforcement de capacités pour parfaire leurs projets qu'ils ont par la suite soumis au Concours de plan d'affaires (COPA). Seuls 182 ont finalement été retenus. Ces derniers recevront une subvention allant de 15. 000 à 20.000 dollars non remboursables. Il s'agit d'une dotation de la Banque mondiale à travers le Projet d'appui au développement des micro-petites et moyennes entreprises. Dans un premier temps, ils recevront 80% de ce montant et le reste suivra après. Ces jeunes ont aussi droit à 2000 dollars qui leur permettront de réunir tous les documents nécessaires pour qu'ils exercent leurs activités en toute légalité. Il s'agit notamment du registre du commerce et du crédit mobilier, du numéro d'identification nationale et du numéro d'impôt. Ces documents feront migrer ceux qui sont dans l'informel vers le formel.

**Dimanche 27 février.**



**Kongolo : le commandant de bataillon FARDC appelle les habitants à collaborer avec l'armée.** « Il y a des cas de vol qui sont vécus dans la ville de Kongolo perpétrés par des hommes armés mais non identifiés. Ces gens-là qui commettent ces cas de vol restent dans la population. Quitte à la population à collaborer avec son armée pour pouvoir démanteler ce réseau-là. Il y en a qui commencent à reverser cette insécurité sur le non-paiement des militaires. Oui, les militaires viennent de passer un mois sans être payés ; il y a des problèmes administratifs au niveau de la hiérarchie qui trouverons bientôt solution », a indiqué le colonel Joseph Kaki. Par ailleurs, il a invité la population à faire confiance aux Fardc.

**Maniema: lutte contre l'insécurité alimentaire, des ONG demandent un édit portant attribution et gestion des concessions agricoles.** Elles ont fait cette requête le 25 février à Kindu, chef-lieu de la province. C'était à l'issue d'un atelier de restitution des résultats de l'enquête, menée par l'institut national des statistiques, sur la sécurité alimentaire en situation d'urgence. « On demande au gouvernement de s'approprier l'enquête EFSA (Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence) et de l'organiser chaque année dans la province du Maniema pour nous permettre de récolter les données par rapport aux indicateurs de sécurité alimentaire. Deuxièmement, c'est améliorer le budget alloué au secteur agricole au niveau de la province qui présente toujours une difficulté. Et troisièmement, organiser rapidement un mécanisme palliatif de coordination de l'action humanitaire dans la province et renforcer le suivi des actions des ONG qui interviennent dans la province pour essayer un peu d'améliorer la situation alimentaire ».

**Goma : lancement des travaux de construction du Tripaix de Nyirangongo.** Ces travaux se feront grâce à l'appui financier du PNUD et de la Monusco et ce, dans le cadre des projets à impact rapide. La construction de ce tribunal de paix vise à doter la population de ce territoire d'une justice de proximité. La première phase de construction du tribunal de paix de Nyirangongo remonte au 22 février 2017 avec l'acquisition d'un espace de la chefferie de Bukumu dans le territoire de Nyirangongo. Francois SOBO de la section Appui à la justice de la Monusco, exprime sa satisfaction de voir le projet relancer à nouveau et bientôt concrétiser.

**Butembo : la police des Nations Unies forme les OPJ sur le droit pénal général.** Durant cette formation, il est ressorti que l'opinion publique accuse certains officiers de la police judiciaire « d'incompétence dans le jugement des faits infractionnels, soit par ignorance, soit dans le but de se faire corrompre par les justiciables ». «L'infraction existe si tous les éléments constitutifs sont réunis. Il s'agit d'abord de l'élément légal : l'acte posé doit être qualifié d'infraction par la loi. Ensuite c'est l'élément matériel : Il faut qu'il ait une preuve qui atteste la commission de l'acte infractionnel. Enfin, c'est l'élément moral : Il faut une intention coupable de l'acte posé, par son auteur ».

**Ituri: 8 otages des ADF dont deux femmes et un enfant, libérés par les Fardc à Irumu.** Tous avaient été pris en otage lors de l'incursion de ces rebelles dans leurs villages. Certains ont été enlevés dans la nuit du 19 au 20 février au village Luna-Foner ; d'autres, le 21 février dernier. Ils ont été conduits dans la forêt où ils ont parcouru plusieurs villages dont Mutueyi et Bianei, a témoigné l'un d'eux, la soixantaine révolue. Après plusieurs jours de calvaire, ils ont pu s'échapper grâce à l'intervention des militaires des Fardc. Ces derniers qui étaient en patrouille de combat dans la zone ont réussi à les récupérer après la fuite de l'ennemi, indiquent des sources locales.

**Mbuji-Mayi : les anciens étudiants de l'UOM réclament leurs diplômes.** Plus de 5 000 anciens étudiants de l'Université Officielle de Mbuji-Mayi (UOM) réclament leurs diplômes de fin d'études universitaires. Ces étudiants sont ceux qui ont terminé les études depuis 2013 à ce jour. Pour l'ancien recteur de l'UOM, explique ce retard par le fait que certains récipiendaires avaient mal rempli les fiches et d'autres ne disposaient pas de dossiers complets. Toutefois, il demande au nouveau comité de gestion de bien gérer les passifs et les actifs de l'université.

**Butembo : insécurité dans Bashu, un mort et des blessés graves cette nuit.** Une femme a été tuée et son enfant éventré la nuit de samedi à dimanche 27 février dans la chefferie de Bashu dans le territoire de Beni (Nord Kivu). Dans la même nuit, des hommes armés ont cambriolé le siège d'une entreprise agricole à Kitaragha où ils ont emporté plusieurs biens de valeur, indiquent des sources de la société civile.

**Kisangani : course pour le governorat de la Tshopo, 12 dossiers de candidatures enregistrés.** Le bureau de réception et de traitement des candidatures de la Commission électorale indépendante a réceptionné au total 12 dossiers dont 10 indépendants et 2 regroupements politiques. Parmi ces dossiers, 3 femmes et 9 hommes.

**Tshopo : le SYNACASS exige le respect de son quota dans la commission paritaire.** « Nous, chefs de travaux et assistants de tous les établissements publics de l'ESU /province de la Tshopo, rappelons que la grève

décrotée depuis le 5 janvier 2022 et respectée jusqu'à ce jour est bel et bien l'œuvre du seul syndicat légitime, SYNACASS et ne peut être assimilée à d'autres opportunistes. Face aux manœuvres indigestes du banc gouvernement, nous signifions que le SYNACASS est et demeure pour le compte des scientifiques, le partenaire privilégié et incontournable pour la réussite de ladite commission. L'ignorer, c'est perdurer dans l'erreur, et y demeurer, c'est diabolique », a rappelé le chef de travaux François Lisalu, président provincial du SYNACASS. Ils réclament l'amélioration des conditions de vie, l'inscription sur la liste de paie du personnel scientifique non payés.

**Kinshasa : 20 personnes tuées dans un incendie d'une baleinière dans la commune de Maluku.** Selon la ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement provinciale, l'incendie a fait aussi 11 brûlés graves et plusieurs disparus dont le nombre n'est pas encore connu. Et ce bilan est encore provisoire. **Bilan revu de l'incendie d'une baleinière à Kinshasa : 6 disparus et 12 blessés graves (Officiel).** Contrairement aux premières informations qui ont été données à la presse par le ministère provincial de la communication, il n'y a pas eu 20 morts. Selon le ministre provincial de l'Intérieur, 12 personnes ont été gravement brûlées, au-delà du troisième degré. Il ajoute qu'il y a eu 6 rescapés et 6 autres personnes sont disparues. Le nouveau bilan tient compte du manifeste de l'embarcation, document reprenant les noms des personnes qui voyagent et leur destination. Ce dernier renseigne que 22 personnes étaient sur la baleinière. La cause de l'accident, est le feu d'un brasero allumé pour préparer la nourriture, alors que la baleinière transportait aussi des produits hautement inflammables.

**Ituri : 4 morts lors d'une attaque des ADF à Ndalia.** Quatre personnes ont été tuées et deux motos incendiées lors d'une nouvelle attaque ce dimanche 27 février des rebelles ADF à Ndalia sur l'axe Komanda-Luna en territoire d'Irumu (Ituri). L'intervention des Fardc qui escortaient un convoi de véhicules a permis de repousser ces personnes et donc de limiter les dégâts, a affirmé un rescapé

**Lundi 28 février.**

**Congolais bloqués en Ukraine : la RDC va solliciter l'autorisation d'accès sur le territoire polonais.** « Le Gouvernement suit le drame que vivent les compatriotes en Ukraine et le déplore. Nous avons saisi le HCR et l'OIM pour assistance. Je recevrai le 1er mars l'ambassadeur de Pologne en RDC pour autorisation d'accès sur leur territoire et j'attends l'état de besoin de notre ambassade », écrit Christophe Lutundula.

**Sud-Kivu: de faux prêtres escroquent les gens à Bukavu (Archidiocèse).** L'archidiocèse de Bukavu a demandé aux prêtres qui travaillent ailleurs et qui viennent en vacances dans cette ville de se présenter auprès de leurs confrères à la paroisse la plus proche de là où ils passent leurs vacances. Ce communiqué fait suite à l'alerte tirée sur la présence des escrocs se faisant passer pour des prêtres catholiques le week-end dernier.

**Goma : la plateforme des jeunes du Nord-Kivu lance un mécanisme d'échange d'informations pour la paix.** Pour coordonnateur provincial de ce projet, il s'agit d'un espace permanent de récolte d'informations et d'études stratégiques qui permette le rétablissement de la paix dans la province. Ce programme est constitué d'une vingtaine de boîtes à suggestions recueillies dans tous les quartiers et places publiques reflétant les points de vue des jeunes et des femmes pour le rétablissement de la paix et la sécurité à Goma et dans la province, précise-t-il. Estimant que ces sont les jeunes, qui sont en majorité auteurs de l'insécurité, il est important de sensibiliser les mêmes jeunes pour canaliser toutes leurs énergies vers la recherche de la paix.

**Kwilu : flambée des cas de grippe à Mokala.** Selon le ministre provincial de la santé, sur vingt tests COVID-19 réalisés, deux ont été relevés positifs. Il annonce la descente urgente d'une équipe sur place pour la riposte. « Est-ce que c'est la COVID-19 ? Est-ce que c'est d'autres cas de grippe atypique ? ». En attendant, il appelle la population locale au respect des gestes barrières.

**Beni : 20 morts et des maisons incendiées dans une nouvelle attaque des ADF,** dans la localité de Kikura, groupement Banyangala, secteur de Ruwenzori. Les sources locales indiquent que les habitants ont pris la fuite en direction de Nibili et Kamango. Ce bilan n'est pas encore confirmé par l'armée, qui reconnaît toutefois cette attaque. La société civile locale souligne que les assaillants se seraient retirés de Kikura et se cantonneraient aux environs de l'école primaire de Mulighi, qui est abandonnée depuis la recrudescence des attaques dans la région.

**Ituri: affrontements entre les Fardc et la milice Codeco à Mahagi.** Des affrontements se déroulent depuis ce lundi 28 matin entre les Fardc et la milice Coopérative pour le développement économique au Congo (CODECO) au centre commercial d'Ame dans le territoire de Mahagi. Des sources locales indiquent que l'armée a repoussé ces rebelles vers le village proche de Djalusene, où ils ont incendié des maisons. Ces combats ont entraîné le déplacement de la population de ces deux entités vers la localité de Logo et ses environs.

**Nouveau report du voyage du roi belge en RDC.** A la suite des « évènements malheureux qui ont cours en Ukraine et de la crise générée en Europe, les deux Chefs d'Etats, à savoir : Son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la RDC, et Sa Majesté le Roi Philippe de Belgique, ont décidé de reporter à une date ultérieure la visite initialement prévue du 8 au 10 mars prochain du couple royal belge en RDC ».

**Kinshasa : « Le Congo n'est pas à vendre » exige plus de clarté dans les clauses de l'accord RDC- Groupe Ventura.** Le chargé de communication de "Le Congo n'est pas à vendre", parle de beaucoup de questions en suspens ne permettent pas d'apprécier ce qui a été signé entre les deux parties. C'est pourquoi il demande au gouvernement de publier les clauses du contrat qui le lie au Groupe Ventura, détenu par l'homme d'affaires israélien, Dan Gertler. L'accord signé vise à mettre fin au contentieux judiciaire qui opposait la RDC à ce groupe.

**Kinshasa : manifestation des étudiants des institutions publiques pour exiger la reprise des cours.** Les enseignants de ces institutions sont en grève depuis le 5 janvier, date de la rentrée académique. Le ministre de l'ESU, a promis aux étudiants que tout rentrera dans l'ordre cette semaine déjà. Il leur a aussi promis qu'il n'y aura pas d'année blanche. « J'appelle tout le monde à prendre ses responsabilités, surtout pour le respect de la jeunesse et des étudiants, pour que nous ne puissions pas gâcher leur avenir. J'ai promis aux étudiants que nous nous battons pour qu'avant la fin de la semaine qu'une solution soit trouvée. J'aimerais vous rassurer que nous sommes en train de travailler pour que les cours reprennent le plus tôt possible et c'est ça notre souhait en tant que gouvernement », a indiqué Muhindo Nzangi. **Tshopo : la Police étouffe la marche des étudiants de l'Université de Kisangani.** Ces étudiants ont tenté de manifester pour réclamer la reprise des activités académiques suspendues depuis la rentrée académique par le Réseau des professeurs d'universités et instituts supérieurs du Congo et le SYNECASS. Ces deux syndicats sont en grève pour réclamer notamment l'amélioration des conditions de vie de leurs membres.

**Kasaï : 52 détenus s'évadent de la prison d'Ilebo.** Les évadés ont profité d'une inattention des gardes pour s'enfuir. L'administrateur du territoire d'Ilebo souligne que 32 détenus sont actuellement dans cette prison, après cette évasion, que la sécurité à la prison a été renforcée et les recherches sont en cours pour retrouver les fugitifs.

**Crise ukrainienne : l'UA préoccupée par les mauvais traitements infligés aux Africains qui tentent de quitter l'Ukraine.** Les rapports selon lesquels les Africains sont l'objet d'un traitement différent inacceptable seraient choquants et racistes et violeraient le droit international. À cet égard, le Président en exercice de l'Union africaine et le président de la Commission de l'Union africaine exhortent tous les pays à respecter le droit international et à faire preuve de la même empathie et du même soutien envers toutes les personnes qui fuient la guerre, nonobstant leur identité raciale. Les Présidents saluent l'extraordinaire mobilisation des États membres de l'UA et de leurs Ambassades dans les pays voisins pour accueillir et orienter les citoyens Africains et leurs familles qui tentent de traverser la frontière de l'Ukraine pour se mettre en sécurité, conclut le communiqué.

**Nord-Kivu : la récurrence des cas de kidnapping à Rutshuru inquiète la société civile.** Le weekend dernier, trois autres personnes, dont deux membres d'une même famille, ont été kidnappées à Ngwenda, situé à dizaine de km au Nord-Est du chef-lieu du territoire. Ces derniers cas portent à 25, le nombre de personnes enlevées dans les chefferies de Bwito et Bwisha depuis le début de l'année. Les organisations de la société civile de Rutshuru expriment leur inquiétude face à cette montée vertigineuse des cas d'enlèvements dans le Rutshuru. Certains de ces cas d'enlèvement sont suivis de tueries.

**Nord-Kivu : l'armée repousse une attaque des présumés miliciens à Bulengera.** L'attaque perpétrée par un groupe d'une vingtaine de personnes, a eu lieu dimanche aux environs de 20 heures. Les militaires congolais n'ont pas tardé à réagir, mettant en déroute les assaillants. Ce même groupe est revenu ce 28 février vers 5 heures du matin pour la même opération, sans succès. Aucune perte en vie humaine n'a été constatée. Cependant, juste après, les activités scolaires ont été perturbées dans certaines écoles du quartier Wayene où quelques jeunes considérés comme ceux de la Veranda Mutsanga, ont tenté d'empêcher les élèves de se rendre à l'école à cause de cette insécurité. Cette attitude a été condamnée par le président de la société civile.

**Masisi : vive tension à la suite d'un conflit de terre à Sake-Nzulo, un mort.** D'après le chef de groupement Kamuronza, la population a remarqué que deux maisons dont une en matériaux durables, ont été détruites la nuit par des inconnus dans la concession qui oppose l'ICCN aux populations autochtones. La population a barricadé la route pour empêcher toute circulation sur l'axe Goma-Sake. Lors d'une intervention des militaires pour rétablir l'ordre, un autochtone pygmée a été tué par balle. Ce qui a ravivé la tension. Le militaire auteur de ce tir

a été aussi tôt arrêté par ses supérieurs. La concession qui fait l'objet de ce conflit concerne un espace d'environ 1 110 hectares, située entre Mugunga et Mubambiro, de part et d'autre la route Goma-Sake.

**Kongo-Central : les avocats manifestent pour dénoncer la corruption dans les tribunaux de Matadi.** Ils s'insurgent contre les animateurs des tribunaux de paix et de grande instance de Matadi et leur reprochent, l'incompétence, l'excès de zèle et la corruption dans le traitement des dossiers judiciaires. Le secrétaire exécutif provincial de Toge noire en danger, appelle le Conseil supérieur de la magistrature à remplacer les responsables à la tête des tribunaux de paix et de grande instance de Matadi. Avant d'obtenir l'autorisation de cette marche, pourtant annoncée depuis le week-end, ces avocats ont été brutalisés par la Police dans l'enceinte de la cour d'appel du Kongo-central où ils se sont retrouvés pour déposer leur mémorandum tel que recommandé par leur bâtonnier.

**Le Président de la République de Gambie, Adama Barrow, est arrivé à Kinshasa.** Adama Barrow est en visite officielle de 48 heures en RDC. Suivant le programme officiel, il est prévu une rencontre en tête-à-tête mardi 1er mars au Palais de la Nation entre le Président Tshisekedi Tshilombo et son homologue Gambien Adama Barow.

